

« VRAIMENT C'EST IMPOSSIBLE DE
NOUS SÉPARER D'EUX, DIALOGUONS,
CHERCHONS LA SOLUTION... »

RÉSURGENCE DES
VIOLENCES EN ITURI ?
LA CRISE DE DJUGU
DE 2018

Colophon

ISBN: 978-94-92487-35-3

Ce rapport est produit dans le cadre du Consortium pour la Stabilisation et la Paix Intégrées à l'Est de la RDC (CISPE). Ce projet est financé par le Royaume des Pays Bas. La recherche a été effectuée avec l'appui technique de PAX, Pays Bas.

Adresse:

PO Box 19318, 3501 DH Utrecht, The Netherlands
 info@paxforpeace.nl
 www.paxforpeace.com

Auteurs: Amir Sungura, Bernard van Soest, Limbo Kitonga¹

Photos: Limbo Kitonga

Cartes: International Peace Information Service (IPIS), Belgique

Photo de couverture: Le président de la Croix-Rouge à Djugu, l'un des premiers secouristes à atteindre les victimes des violences à Djugu.

Février 2019, Utrecht, les Pays-Bas

.....
 1 Les noms des auteurs sont des pseudonymes



Préface

À partir de décembre 2017, une vague d'attaques brutales en Ituri a tué des dizaines de congolais et en a expulsé des dizaines de milliers d'autres. Les survivants des différentes attaques ont signalé que les auteurs de ces actes avaient spécifiquement recherché les victimes selon leur appartenance ethnique : les Lendu ont ciblé les Hema et réciproquement. L'explosion soudaine de violence a déconcerté non seulement les observateurs internationaux spécialisés sur cette région, mais également les habitants locaux. Tous étaient convaincus que la violence interethnique était profondément ancrée dans le passé. Comment se fait-il qu'une fois de plus, cette violence ethnique ait éclaté ?

L'enjeu est de taille dans la poursuite de cette question car la séparation Hema-Lendu, bien qu'artificielle et historiquement fortuite, était l'une des lignes de fracture le long de laquelle la guerre de l'Ituri, qui s'est terminée en 2006, a fait plus de 50 000 morts. Aucune organisation n'est mieux placée pour traiter cette question que PAX, qui a travaillé sans relâche avec les communautés locales pour identifier et résoudre certains des problèmes qui les séparaient depuis la guerre. Cependant, comme PAX l'a constaté à de maintes reprises, de nombreux facteurs de conflit du passé subsistent - notamment ceux relatifs aux héritages non résolus des conflits précédents, à l'accès aux terres et aux ressources, aux inégalités et à la manipulation par les élites. Les aborder nécessiterait un effort concerté de la part des acteurs allant du niveau local au niveau national et couvrant les domaines politique, religieux et social, dans un contexte où la société civile se distingue par sa nature diverse.

Quoi qu'il en soit, l'un des traits caractéristiques de la violence collective constatée en Ituri est qu'elle est orchestrée sous le voile du secret, ce qui rend difficile, voire impossible, la désignation de responsables, en particulier si personne ne réclame cette responsabilité. En vue de commencer à répondre à la question de savoir ce qui a provoqué une recrudescence de la violence en Ituri, il est nécessaire de démêler de nombreux enjeux, griefs et intérêts probables présents en Ituri, et qui plus est, dans un contexte où la valeur donnée aux croyances et aux rumeurs compte tout autant dans la compréhension du conflit. Dans un tel contexte, la « preuve » de ce qui a pu se passer peut prendre différentes formes. Ce rapport est une première tentative afin de systématiser et d'analyser les différentes motivations envisageables. Cela rend la lecture de ce rapport obligatoire non seulement pour ceux qui souhaitent comprendre exactement ce qui s'est passé, mais également pour ceux qui s'intéressent à la complexité de la violence. Je suis persuadé que ce rapport constituera une ressource précieuse en vue de rassembler les parties prenantes concernées et commencer à aborder les causes les plus profondes qui sont en jeu.

Peer Schouten

Chercheur post-doctoral

Institut danois d'études internationales (Danish Institute for International Studies - DIIS)

Chercheur associé

Service international d'information sur la paix (International Peace Information Service - IPIS)

Chercheur spécialiste des conflits

Conseil de recherche en sciences sociales (Social Science Research Council - SSRC)

Abbreviations

CENI	Commission électorale nationale indépendante
CISPE	Consortium pour la stabilisation intégrée et la paix dans l'est de la RDC
CDJP	Commission Diocésaine Justice et Paix
CNDP	Congrès national pour la défense du peuple
CODECO	Coopérative de développement économique du Congo
CONADER	Commission nationale de désarmement et de réinsertion
DCR	Démobilisation et réinsertion communautaire en Ituri
ENTE	Association culturelle de la communauté Hema
FAPC	Forces armées du peuple congolais
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FOMI	Forum des mamans de l'Ituri
FNI	Front nationaliste et intégrationniste
FRF	Forces républicaines fédéralistes
FRPI	Front de résistance patriotique de l'Ituri
ILPs	Initiatives locales de paix
LORI	Libération de la race opprimée en Ituri (association culturelle Lendu)
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
MLC	Mouvement pour la libération du Congo
NPM	Noyaux pacifistes des mamans
PNC	Police nationale congolaise
PUSIC	Parti pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo
RDC	Republique démocratique du Congo
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RCD-K/ML	Rassemblement pour la démocratie congolaise–Kisangani/Mouvement pour la libération
UPC	Union des patriotes congolais
UPDF	Forces de défense du peuple ougandais (armée ougandaise)

Table des matières

ABRÉVIATIONS	4
1. Introduction	7
2. Contexte des conflits en Ituri	9
3. La violence à Djugu, début 2018	15
4. Cartographie de la violence : dynamiques ethniques au sein d'une guerre non-ethnique?	19
5. Analyse	23
5.1 Implication des élites politiques et économiques	24
5.2 CODECO et les Réseaux Ex-FNI/FRPI	25
5.3 Réseaux ex-UPC et ex-PUSIC	26
5.4 Ex-M23	27
5.5 Le rôle de l'armée nationale et d'autres forces de sécurité	27
5.6 La piste "Banyabwisha"	30
6. Conclusions	31
7. Recommandations	33
8. Bibliographie	35
9. Annexes	37
Annexe 1: Liste des attaques et des tueries	37
Annexe 2: Liste des camps de personnes déplacées après la violence à Djugu	41
Annexe 3: Témoignages choisis	41
Annexe 4: Extraits d'un rapport de renseignement faisant apparaître des suspects potentiels	44
Annexe 5: Documentation de la Croix-Rouge recueillie sur le terrain	45



1. Introduction*

La province de l'Ituri est connue comme faisant partie intégrante de la zone troublée de l'Est de la République démocratique du Congo, et plus encore depuis la dénommée guerre de l'Ituri qui s'est déroulée de 1998 à 2007 (quand elle était encore un district de l'ancienne province orientale).¹ Cette zone est marquée par une insécurité généralisée et un conflit armé cyclique depuis le début des années 90. Couvrant une superficie d'environ 66 000 km², la province de l'Ituri compte environ 4,5 millions d'habitants répartis sur cinq « territoires », c'est-à-dire des entités administratives sous-provinciales : Aru, Mahagi, Djugu, Irumu et Mambasa. Ensemble, les cinq territoires sont composés de 45 sous-territoires appelés « collectivités », dont certaines sont gérées de manière traditionnelle en tant que « chefferies », tandis que d'autres sont des « secteurs » administrés par l'État (voir Schouten 2016 : 1). Chaque chefferie ou secteur comprend un nombre de « groupements », qui sont des unités administratives de plus petite taille. À l'est, l'Ituri s'étend le long du lac Albert et de la République ougandaise voisine. Au sud, la province partage des frontières intérieures avec la province du Nord-Kivu. À l'ouest et au nord-ouest, elle est bordée par les provinces de Tshopo et du Haut-Uélé. Enfin au nord, l'Ituri partage une frontière avec la République du Sud-Soudan. L'Ituri abrite une grande diversité de communautés et de peuples, notamment les Alur, les Lugbara, les Hema, les Lendu, les Bira et une dizaine de groupes ethniques plus restreints. Grâce à sa diversité géographique et à sa topographie, l'Ituri compte parmi les provinces à fort potentiel. Les principales activités économiques et sources de revenus sont l'exploitation de l'or, l'élevage, l'agriculture de subsistance, la pêche, le bois et les produits d'exportation tels que le café, ainsi que l'exploration pétrolière et les ressources extérieures par le biais d'opérations de maintien de la paix et de l'aide humanitaire.

Plus de dix ans après la fin de la guerre de l'Ituri, la province connaît une recrudescence de la violence qui a débuté début 2018, avec une série d'attaques et de massacres étranges au sein du territoire de Djugu, situé au centre de la province. À partir de la fin de 2017 et en particulier lors des premiers mois de 2018, la situation en matière de sécurité dans le territoire de Djugu et dans ses environs s'est considérablement détériorée et une série d'attaques violentes, de massacres et d'incendies de villages, a submergé la région. La crise de Djugu, comme elle est appelée, a forcé plus de 100 000 personnes à quitter leurs maisons ; qui sont alors devenues soit des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays lorsqu'elles se sont installées à Bunia et à Mahagi, soit des réfugiés en Ouganda. Des centaines de personnes ont été tuées.

Comprendre cette violence est l'objectif central de ce rapport. Fondé sur un travail approfondi de terrain et une analyse des données (réunissant une équipe de recherche composée de deux chercheurs congolais expérimentés et d'un chercheur international), le présent rapport présente des conclusions préliminaires sur la violence qui a frappé Djugu au premier semestre de 2018. Il vise à exposer le contexte historique des conflits en Ituri (chapitre 2), ainsi qu'à fournir un résumé qualitatif (chapitre 3) et quantitatif (chapitre 4) de la violence qui s'est déroulée en 2018 afin de donner une première évaluation approfondie des motivations, de la dynamique et des instigateurs de la violence (chapitre 5). Ce rapport propose également un ensemble de recommandations en vue de stabiliser et consolider la paix (chapitre 6).² S'appuyant sur environ 250 entretiens menés dans les différents lieux concernés par cette violence, le rapport affirme que de nombreux facteurs à différents niveaux (local, provincial, national et régional) et liés à différentes logiques (questions politique, de gouvernance, économique et ethnique) ont convergé et ainsi permis des séries d'attaques violentes dans les territoires de Djugu et Mahagi. Bien qu'il ne soit pas représentatif d'une enquête exhaustive et concluante sur les événements qui ont plongé certaines parties de l'Ituri dans un état d'incertitude, ce rapport constitue un premier pas pour comprendre la récente escalade de l'insécurité dans la région et développer des stratégies pour la paix et la stabilité au sein et autour du territoire de Djugu afin d'atténuer les risques qui en résultent. Par conséquent, l'objectif central de ce rapport est d'identifier les causes de la violence et d'évaluer les efforts qui peuvent être initiés en matière de consolidation de la paix pour élaborer et adapter des programmes en cours de manière à avoir un impact positif sur la situation actuellement instable.

* Ceci est une traduction du rapport original écrit en anglais. En cas d'ambiguïté, la version originale anglaise sert de référence.

1 Des débats ont eu lieu sur la définition de la période couverte par la guerre en Ituri. Ce rapport adopte une vision large de la période de conflit allant de 1998 à 2007. Selon Fahey, la guerre en Ituri a débuté en juin 1999. Alors que l'occupation ougandaise a débuté en 1998, des violences ont éclaté entre les communautés d'Ituri en juin 1999. Le conflit a ensuite été officialisée en 2001 lors de la formation de l'UPC, du FNI et de la FRPI. Elle a connu des hauts et des bas.

2 Les auteurs remercient PAX, ses organisations partenaires basées en Ituri, trois relecteurs et neuf chercheurs qui ont participé au travail effectué sur le terrain.



2. Contexte des conflits en Ituri

Afin de comprendre la violence récente qui s'est principalement déroulée au sein du territoire de Djugu (et dans une moindre mesure dans celui de Mahagi) dans la province de l'Ituri, il est utile de définir les contours historiques du conflit en ce qui concerne les principales dynamiques politiques, économiques et sociales de la région concernée. Cette brève plongée dans l'histoire est essentielle afin d'identifier les tensions ethniques, ou considérées comme telles, qui existaient déjà dans le passé et qui sont fréquemment répétées par les personnes interrogées concernant la vague de violence actuelle.

En l'absence de connaissances historiques détaillées sur la période précédant l'ère coloniale de 1885 à 1960, cette partie commence par la description brève d'événements historiques largement acceptés, axés sur la région de Djugu, Mahagi et Irumu. À l'origine, les Banyali et les Bambuti – surnommés par le terme péjoratif de "pygmées" – habitaient cette zone, laquelle a connu plusieurs vagues de migration entre le XVIIe et le XIXe siècle. Parmi ces vagues, on compte l'arrivée des Lendu au XVIIe siècle (très probablement issus du Sud-Soudan d'aujourd'hui), et peu de temps après celle des Hema, qui auraient migré de l'Ouganda occidental vers la province de l'Ituri actuelle. Cependant, de nos jours, contrairement aux précédents cycles conflictuels connus dans la région, le terme "originaires" est souvent invoqué par les Hema ; il s'agit d'un sujet de discorde important du conflit actuel. Comme nous le verrons plus loin, cela pourrait être lié à la création de chefferies Hema plus centralisées, qui leur auraient permis de faciliter leurs positionnements sur les questions foncières et de gouvernance sous les régimes coloniaux léopoldien et belge.³ Avec les Alur (principalement à Mahagi) et les Lugbara (principalement à Aru), dont l'histoire présente un intérêt secondaire pour cette étude, les Hema et les Lendu forment les quatre principales communautés d'Ituri. En se basant sur des recherches d'archives et d'études académiques, Pottier décrit les Lendu et les Hema comme suit :

Le terme Lendu désigne les Lendu parlant le kilendu [également appelé "Bale"] (principalement issus du territoire de Djugu), tandis que les Lendu du sud sont connus sous le nom de Lendu-Bindi ou Ngiti, et parlent le kingiti. Il existe également des Hema du Nord parlant le kilendu, appelés Gegere, et des Hema du Sud [également connus sous le nom de "Banyoro"], qui parlent le kihema. Le terme générique Hema désigne principalement les Hema du Sud et les Gegere. (Pottier 2004 : 153).

Aussi, si l'organisation coutumière est restée plutôt distincte, comme le montre la géographie politique actuelle de la région (les chefferies Hema se chevauchent avec les secteurs Lendu), les populations Hema et Lendu semblent être socialement et économiquement beaucoup plus imbriquées qu'une lecture ethnique plate pourrait le suggérer. Cette lecture "entremêlée" est également corroborée par le fait qu'à Irumu, par exemple, les Ngiti se sont peu à peu tournés vers un système économique agro-pastoral mixte, "effaçant effectivement le clivage agro-pastoral entre les Hema et les Ngiti" (Fahey 2013 : 15). Cependant, malgré le rapprochement linguistique et économique entre des parties des deux communautés, la domination coloniale – comme ailleurs au Congo – a établi ou rétabli avec force des frontières strictes entre les deux communautés. Cette approche reposait sur trois grands groupes de politiques, grâce auxquelles les colons ont pu contrôler l'Ituri et qui auraient des conséquences durables :

Premièrement, l'entreprise coloniale a établi une infrastructure et une économie politique en Ituri afin de soutenir l'exploitation de l'or, mais cela a nécessité des formes de contrôle qui ont mis à rude épreuve les relations locales. Deuxièmement, l'accent colonial mis sur l'or a créé de nombreux conflits fonciers, qui ont notamment abouti à la nomination de chefs, à l'établissement de nouvelles limites, à la séparation physique des populations et à la remise de droits de concession ou de plantation aux colons blancs. [...] Troisièmement, les agents coloniaux considéraient les populations locales au travers d'un prisme racial, donnant lieu à des récits de supériorité (Hema) et d'infériorité (Lendu) ethniques. (Fahey 2013 : 9)

³ Cependant, les accords fonciers les plus importants ont été signés lors de l'indépendance, les concessions coloniales ayant été divisées entre les élites congolaises, pour la plupart des Hema. À l'époque coloniale, seules des parcelles plus petites étaient acquises, à l'exception de l'église catholique, qui possédait de vastes terres.

Prises ensemble, ces stratégies ont engendré plusieurs dynamiques complémentaires, dont l'impact a contribué à semer des tensions prolongées et des conflits cycliques: dépossession de propriété conduisant à des classes sans terres réduites à leur identité ethnique, manipulation politique via l'ancrage identitaire et la catégorisation de la population "supérieure" et "inférieure", et instrumentalisation de ces deux facteurs en vue de la mise en œuvre d'une gouvernance coloniale fondée sur le principe de "diviser pour mieux régner". Dans le même temps, comme le suggère Pottier, la différence ethnique est devenue inséparable de la différence de classe – cette combinaison a contribué à rendre les conflits endémiques au fil du temps (Pottier 2004 : 153). De manière évidente, ces politiques sont illustrées par la désignation arbitraire de chefs et par la délimitation artificielle des entités coutumières, laissant la place à un vaste accaparement des terres à la fois par les colonisateurs et par des acteurs nationaux capables de s'inscrire dans ce mouvement. Bien qu'elle ne se soit pas déroulée initialement dans des lignes clairement définies entre les Lendu et les Hema, la politique coloniale a progressivement développé une tendance croissante à asservir et à humilier les Lendu, malgré des répercussions telles que le soulèvement Lendu qui a entraîné la mort du chef Hema Bomera en 1911. ⁴ Ce positionnement contraste avec une politique plus consensuelle pratiquée avant la colonisation et le racisme pro-Lendu qui en découle et qui sera disséminé au sein de l'administration coloniale. En outre, les échanges de sympathie perçue entre les colonisateurs et les Hema ont contribué à une invective xénophobe contre les soi-disants "nilotiques" (terme utilisé de manière péjorative pour désigner les Hema) envahissant l'espace des populations bantoues (Pottier 2009 : 50). En raison de la densité de sa population, Djugu a été très fortement affectée par la dépossession coloniale, la violence concomitante et la manipulation de régimes politiques pré-coloniaux (Pottier 2004 : 154). Comme le soulignaient les précédentes recherches de PAX, la création artificielle d'entités coutumières a été réalisée à travers plusieurs vagues tout au long de l'existence du Congo belge :

Déjà en 1923, l'autorité coloniale délimitait les collectivités Hema et Bindi à Irumu ainsi que les collectivités Hema et Lendu à Djugu en vue d'éviter des affrontements. [...] En 1957, une nouvelle délimitation des chefferies et groupements a eu lieu ; ce qui est disputé jusqu'aujourd'hui. (PAX / RHA 2009 : 21)

Poussées à la fois par une "mission civilisatrice" et par une tentative de rendre la colonie économiquement viable, ces politiques étaient motivées par des impératifs infrastructurels et extractifs associés à l'économie aurifère coloniale de l'Ituri. L'intérêt était de rendre la région plus lisible socialement et plus efficace économiquement, et les tensions entre les populations locales (intra et inter-communautaires) devenaient alors un effet secondaire acceptable dont les conséquences à long terme ne représentaient aucune importance à l'époque (Bakonzi 1982 : 175 ; Schouten 2016 : 6). Au fil du temps, et d'autant plus du fait de la création de classes sans terres, des pénuries ultérieures et de l'accentuation des tensions existantes ; la politique coloniale a ainsi contribué à créer une situation dans laquelle les Lendu et les Hema ont des griefs importants, lesquels se sont envenimés d'un cycle de conflits à un autre, depuis l'indépendance.

Les histoires de migration et les politiques coloniales décrites ci-dessus ont également façonné un héritage plus large de tensions et de différends dans la trajectoire postcoloniale de l'Ituri. Elles ont directement contribué à creuser le fossé entre les peuples Lendu et les peuples Hema de deux manières : premièrement, et alors que l'économie concessionnaire restait dominée par les colons étrangers jusqu'au début des années 1970, les stéréotypes ethniques ont survécu à mesure que les préjugés racistes se perpétuaient, à savoir le « simple » et « laborieux » Lendu, et le « perfide » et « intelligent » Hema. Deuxièmement, et s'ajoutant à ces mythes coloniaux, la célèbre Loi foncière de Bakajika promulguée par Mobutu en 1973 - qui nationalise les actifs étrangers au Zaïre – a contribué à la dépossession des Lendu, à la suite de divers épisodes de répression et de déni d'auto-administration (Fahey 2013 : 23). Forts des avantages éducatifs et économiques du passé, les élites Hema ont acquis une position de force dans la politique nationale et ont largement bénéficié de la nationalisation et de la redistribution des concessions - démantelant des accords de propriété foncière auparavant fluides :

La promulgation de la loi [Bakajika] s'est révélée un instrument puissant pour modifier de manière plus poussée la structure sociale de l'Ituri ; en rejetant la notion de droits sur la propriété diffuse, la loi a causé la formation d'une classe rurale sans terres [et] le passage de plantations familiales coloniales à une nouvelle classe d'entrepreneurs Hema. (Vlassenroot et Raeymaekers 2004 : 390)

Couplées à un ralentissement économique national depuis les années 1980, ces mesures ont intensifié les antagonismes entre les Hema et les Lendu. Au cours de cette période, les deux communautés ont créé leurs propres associations ethniques (similaires à celles connues sous le nom de "mutualités" dans les Kivus) : LORI pour les Lendu et ENTE pour les Hema. Durant les différents conflits qui se sont déroulés jusqu'à aujourd'hui, ces associations sont connues pour deux choses : leur engagement en faveur de la réconciliation et de la consolidation de la paix, mais aussi pour susciter des désaccords - généralement dépendants des politiques cycliques. Dans le contexte d'un effondrement de l'État zaïrois, la division croissante entre ethnies est devenue de plus en plus visible. Toutefois, malgré une influence nationale et régionale croissante, la plupart des litiges restaient limités à des questions foncières, principalement à Bahema Nord, Walendu Tatsi, Walendu Pitsi et Walendu Djatsi; et les peuples Hema et Lendu se retrouvaient impliqués soit en se disputant au sein de leur propre communauté respective, soit en s'affrontant l'une contre l'autre (PAX & RHA 2009: 90–93; Fahey, dans Ansoms & Hilhorst 2014). ⁵ Avant la guerre de l'Ituri, la plupart de ces différends restaient limités et axés sur des aspects fonciers, qu'ils deviennent ou non violents (Pottier 2004: 153; Fahey 2013: 30). Dans les années 1990, la tendance a lentement évolué vers des conflits pour lesquels la terre et l'origine ethnique n'étaient pas nécessairement des éléments essentiels mais étaient instrumentalisés par les élites politique, qui trouvaient alors une résonance dans les clivages historiques (Vlassenroot & Raeymaekers 2004 : 390). Cette exploitation politique de l'identité justifiait la poursuite de l'accaparement des terres et devenait alors le fondement d'une escalade à plus grande échelle à la fin de la décennie. Sur la base de réseaux d'élites mêlant le pouvoir national au pouvoir local, cette situation a été d'autant plus aggravée par des conflits frontaliers reflétant des limites territoriales historiquement pauvrement définies ou délibérément mal définies.

Si la violence est restée relativement faible au cours de la prétendue « guerre de libération » qui a renversé Mobutu et a amené au pouvoir Laurent-Désiré Kabila en 1997 ; l'imbroglie qui a suivi, aurait eu beaucoup plus d'impact sur la province de l'Ituri encore fragile. Les retombées de Kabila avec ses anciens soutiens rwandais et ougandais ont déclenché une invasion à part entière vers la fin de 1998, amenant les forces armées ougandaises (UPDF – Uganda People's Defence Force) au sein du territoire congolais via l'Ituri. Parallèlement à la nouvelle rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), qui s'est rapidement scindée en factions pro-Kampala et pro-Kigali ; les forces armées ougandaises ont lancé une campagne d'exploitation dans laquelle des entrepreneurs militaires et des hommes d'affaires associés ont joué un rôle majeur. Les conflits locaux qui ont précédé la guerre en Ituri ont fusionné avec la guerre régionale dressant Kinshasa et la milice loyaliste contre Kampala, Kigali et leurs forces de substitution respectives. Alors que ces relations demeuraient floues et instables tout au long des guerres, l'engagement de l'Ouganda a exacerbé le pouvoir politique local et a fait pencher la balance contre les Lendu : alors que les Hema contrôlaient déjà la plupart des collectivités de Djugu, les forces armées ougandaises ont brièvement essayé d'imposer un gouverneur Hema, renforçant ainsi la résistance des Lendu face à la perception d'une double occupation (Pottier 2004 : 155 ; Pottier 2009).

La flambée de la violence en Ituri est le résultat de l'exploitation, par les acteurs locaux et régionaux, d'un conflit local profondément enraciné sur l'accès à la terre, aux opportunités économiques et au pouvoir politique. Aujourd'hui, ces acteurs utilisent la guerre comme un moyen de réorganiser l'espace économique local et de contrôler la mobilité à l'intérieur et entre les espaces. Il en résulte une lutte entre des réseaux informels qui relient des chefs de guerre locaux et des chefs rebelles à leurs soutiens extérieurs, et qui a donné lieu à de nouvelles stratégies de contrôle économique, politique et social. (Vlassenroot & Raeymaekers 2004 : 387).

Un an après le début des guerres, le RCD s'est scindé en deux camps : le RCD–K/ML, parrainé par Kampala, et le RCD-Goma, parrainé par Kigali. Pendant ce temps, Jean-Pierre Bemba a créé le Mouvement pour la libération du Congo (MLC) - mouvement qui a également reçu le soutien de l'Ouganda. Le point le plus important pour l'Ituri a toutefois été l'implosion de l'aile K/ML, dirigée par l'homme fort Mbusa Nyamwisi d'origine ethnique Nande, frère cadet d'un riche homme d'affaires qui a des liens étroits avec l'Ituri. Suite à une tactique audacieuse, Mbusa a pris le pouvoir au sein du RCD–K/ML, il a marginalisé son co-dirigeant John Tibasiima issu de la communauté Hema, et a commencé à se repositionner en tant qu'ami des politiciens et des milices Lendu locaux. En réaction, l'Ouganda a commencé à se retourner contre le K/ML, et les dirigeants Hema ont commencé à se mobiliser autour de leurs propres formations. La propagation et la fragmentation de la mobilisation armée ont rapidement déclenché une série de massacres, en particulier au sein des territoires de Djugu

⁴ Les récits de Henry Morton Stanley ont aidé à construire un récit du "Hema supérieur" (qui était son allié) et du "Lendu inférieur".

⁵ Il y avait aussi des tensions significatives à Walendu Bindi et à Bahema Sud, où Bomera (voir ci-dessus) a brièvement été le chef.

et d'Irumu au cours de l'année 1999. Nourris par la dissidence au sein du RCD–K/ML, ainsi que par le jeu croissant de Mbusa avec les Hema et les Lendu et par les tensions croissantes avec l'Ouganda ; les principaux dirigeants Hema ont ensuite déserté pour créer l'Union des patriotes congolais (UPC). Thomas Lubanga, jusqu'alors inconnu en dehors de la politique urbaine de Bunia, en devint le chef (Tamm 2013a : 8). Dans un contexte complexe d'alliances et de trahisons, les milices se sont multipliées suite à une série d'événements : la scission de l'UPC, Lubanga se ralliant au RCD-Goma ; et le Rwanda et le chef Kahwa Mandro créant le Parti pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo (PUSIC), qui est resté allié à Kampala - et qui était brièvement allié au Front des nationalistes et intégrationniste (FNI) Lendu dirigé par Floribert Ndjabu en 2001 avant de renouer avec la branche de Lubanga. Ces alliances en mouvement constant ont rompu la confiance, entraînant une intensification de la violence lorsque les forces ougandaises se sont retirées de l'Ituri. Alors que le déploiement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) progressait lentement, le Conseil de sécurité a envoyé une intervention multinationale dirigée par la France, dénommée « Artemis », afin de stabiliser temporairement la situation autour de Bunia en 2003. En parallèle, l'UPC de Lubanga se fragmentait davantage avec une nouvelle aile de Kisembo, et le peuple Alur devenait impliqué par le biais du FAPC soutenu par l'Ouganda (mais sur une courte durée). Si les conflits s'étaient jusqu'ici concentrés sur Djugu, la dynamique des conflits s'est ensuite étendue vers le sud :

Alors que la violence se propageait lentement au sein du territoire d'Irumu, Bernard Kakado, un homme d'environ soixante-dix ans, a commencé à organiser une opération de légitime défense [parmi] la tribu Ngiti. Kakado, qui sera plus tard perçu comme le père spirituel de la FRPI, était le directeur général de la Coopérative de développement économique du Congo (CODECO). On lui attribue également le don de prophète. Selon un commandant de la FRPI, Kakado a commencé à avertir sa communauté ngiti du danger imminent d'extermination, évoquant l'idée d'un empire hima-tutsi - une rumeur se propageant pendant les guerres du Congo, suggérant que les dirigeants rwandais et ougandais voulaient annexer le Congo par le biais d'alliés locaux tels que les Hema. (Tamm 2013b : 21)

Ces différentes échelles de conflits montrent bien en quoi des décennies de tension imminente et des chocs issus d'interventions extérieures conjugués ont créé une situation explosive. Cela concerne aussi bien des conflits locaux, des politiques nationales, des interventions régionales et la politique internationale vis-à-vis de l'Ituri. Malgré une présence onusienne renforcée, un gouvernement transnational réunissant les principales parties au conflit, et une série d'accords de paix et de démobilisation conclus à partir de 2003 qui ont stabilisé l'Ituri en surface ; des problèmes sous-jacents demeurent non résolus, accompagnés d'une situation d'insécurité locale. La participation de la province de l'Ituri à la deuxième guerre du Congo a entraîné un afflux constant d'armes légères et de petit calibre, et des milliers de jeunes ont rejoint les rangs de l'un ou l'autre groupe armé. Si le démantèlement de groupes tels que l'UPC, le PUSIC ou le FNI a laissé des combattants démobilisés n'ayant jamais suivi avec succès les programmes de démobilisation (ex. le programme DCR) ; la persistance du Front de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) reste un autre facteur constant d'insécurité. Comme ailleurs dans l'est du Congo, la politique de déploiement de l'armée alimente parfois des tensions identitaires, mises en évidence par un certain nombre de rumeurs, de scandales et de scepticisme général chez les Ituriens. Cette dynamique est d'autant plus exacerbée par la faiblesse du système judiciaire. De nombreux interlocuteurs ont souligné l'impunité rampante et les faiblesses logistiques associées, notamment le manque ou la mauvaise gestion des prisons, comme à Djugu, et l'inefficacité des tribunaux, y compris des tribunaux de paix, qui constituent des problèmes clés.

En outre, les conflits fonciers demeurent un point de contestation majeur en Ituri, ils sont en particulier plus visibles dans les zones à forte densité de population telles que celles situées autour de Djugu (voir également PAX et RHA 2009). Les interlocuteurs – tant Hema que Lendu – ont souligné que les efforts de réconciliation d'après-guerre ne répondaient que marginalement à des questions profondément ancrées relatives à l'accès à la terre et à la propriété. Comme ailleurs, par exemple à Masisi, dans le Nord-Kivu, la coexistence de lois coutumières et étatiques soutient un statu quo dans lequel différents registres juridiques et normatifs peuvent être utilisés pour légitimer des revendications territoriales. Cette situation contribue à perpétuer les conflits, mais exacerbe aussi les tensions puisque différents acteurs se sentent habilités par des lois antagonistes ou des réglementations paralégislatives. De plus, l'Ituri d'après-guerre a connu une reprise économique grâce à l'extraction minière et à la production agricole. Cela a déclenché de nouvelles vagues d'appropriation des terres par les élites et donc une pression supplémentaire sur cette question foncière, au sein et en dehors de l'Ituri.

Alors qu'au niveau local, il existe de nombreux baux dans le cadre desquels les Hema sous-traitent des terres aux Lendu et réciproquement ; ces contrats sont de plus en plus remis en question par des revendications de propriété dites "autochtones", invoquant souvent des mythes migratoires et de peuplement historique. En outre, la corruption a facilité cette dépossession - en particulier parmi et autour des anciennes concessions coloniales - les élites fortunées ayant usé de leur influence (en particulier immédiatement après l'indépendance) pour accéder aux institutions étatiques délivrant des titres fonciers dans des conditions plus opaques.

En résumé, cette section a mis en lumière certains événements et des dynamiques clés qui ont façonné les conflits et la violence dans l'histoire récente de l'Ituri. Alors que la dernière flambée de violence a ses propres facteurs contextuels, les dynamiques passées ont eu un impact sur celles actuelles, tout du moins au travers de la lecture faite des massacres de 2018 par les populations touchées. De plus, l'histoire de l'Ituri a montré à quel point la dynamique du pouvoir aux niveaux national, régional et international avait influencé la politique locale. Ce rapport rassemble des témoignages sur des facteurs locaux et extérieurs. La complexité qui en résulte est conforme aux enquêtes précédentes effectuées sur les violences dans l'est du Congo, en Ituri et dans d'autres provinces du pays. Le plus souvent, les conflits sont dus à une combinaison de facteurs qui défient les explications de la cause "ethnique" et semblent plus en adéquation avec des explications politiques (souvent multi-scalaires). Sur la base de ces observations pour comprendre les raisons de ce passé difficile de l'Ituri, le chapitre suivant passe en revue les dynamiques plus récentes précédant la violence de 2018, et celles au cours de cette période.



3. La violence à Djugu, début 2018

Cette section et la suivante visent à donner un descriptif de la dernière crise qui a touché la province de l'Ituri. Alors que ce rapport suggère que des tensions interethniques de longue date ont à nouveau éclaté suite à une série de massacres et d'incendies, de nombreux témoignages font état d'une dynamique politique présente derrière la mobilisation du début 2018. Ces dynamiques ont toutefois contribué à la reprise de crises précédentes non résolues et à de la méfiance - relatives à la fois à l'influence coloniale et aux politiques de favoritisme et d'intervention post-coloniales. Avant d'analyser la dynamique de la violence en tant que telle, cette section se concentre sur la chronologie des attaques, puis sera suivie d'une analyse des causes et des raisons potentielles, basée sur un travail préliminaire de terrain. La section commence par les citations suivantes afin de présenter la situation et d'envisager l'analyse qui suit.

Encadré : Citations sélectionnées tirées d'entretiens

Ce ne sont ni les Lendu ni les Hema ; nous ne connaissons pas les coupables, ni les raisons. (n°124)

Certains disent que la mort du prêtre est à la base de ce conflit. (n°166)

À Kafé, il y a 83 cadavres non ensevelis. Les 1 726 maisons qui existaient ont été détruites. (n°213)

Les auteurs des crimes ne sont pas tenus responsables par la loi, pourtant nous les connaissons. (n°214)

Ce sont les Lendu qui nous ont attaqués. Ils venaient de Walendu Pitsi ; nous connaissons leurs noms. (n°198)

Mon mari a été tué par les Lendu après la mort du prêtre. (n°188)

Le problème de notre population à Bule dépend des élections : vont-elles bien se dérouler? (n°205)

Une grande partie de notre terre est occupée par nos frères Lendu et ils disent qu'ils n'en ont pas encore assez. (n°206)

15 des 33 villages de [notre région] ont été incendiés par des Lendu venus de la région de Walendu Tatsi (n°191)

À Djugu, il y aura une autre crise. (n°129)

C'est calme maintenant ; nous saluons nos frères Hema. Certains nous accueillent, d'autres pas. (n°065)

Les Lendu nous ont dit que Djugu leur appartenait et que notre place était à Berunda. (n°197)

CODECO donne la drogue et la magie aux tueurs ; il y a de l'argent et de la manipulation. (n°021)

C'est de la politique. Nous craignons que les politiciens ramènent la guerre dans notre région en cette période électorale. (n°006)

Le M23 est là et nous craignons qu'ils nous attaquent pour retarder les élections. (n°127)

À partir de la fin de 2017, et plus particulièrement au cours des premiers mois de 2018, la situation en matière de sécurité dans le territoire de Djugu et ses environs s'est considérablement détériorée et une série d'attaques violentes, de massacres et d'incendies de villages ont bouleversé la région. La soi-disante "crise de Djugu" a contraint plus de 100 000 personnes à quitter leur domicile, vers Bunia et Mahagi, et à devenir des personnes déplacées à l'intérieur du pays, ou des réfugiées en Ouganda. Des centaines ont été tuées. Février et mars ont été le théâtre de l'essentiel de ces violences, suivies d'une accalmie, mais de nouvelles attaques progressent depuis septembre. Ces cycles bien définis de violence ont conduit de nombreux observateurs à croire que le début et le recul des attaques étaient parfaitement coordonnés, ce qui a donné lieu à de nombreuses spéculations et théories quant aux auteurs potentiels de l'escalade. En raison de similitudes opérationnelles, les violences perpétrées en Ituri ont rapidement été comparées aux meurtres perpétrés dans la région voisine de Béni, pour lesquels le gouvernement et des acteurs armés issus de l'opposition ont été désignés responsables. Les événements ont également déclenché un débat sur l'impact électoral qu'aurait la recrudescence de cette insécurité. Alimentés par des déclarations de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et des responsables politiques, certains voient cette tentative de créer de l'insécurité en Ituri comme une excuse pour retarder davantage les élections. Avant cette violence, l'Ituri avait enregistré des taux de participation électorale relativement élevés. En l'absence d'affrontement régional majeur (qui avait alimenté la guerre en Ituri entre 1998 et 2007), les événements du début de l'année 2018 sont caractérisés par l'anonymat des assaillants et par l'absence d'une réponse opportune de l'armée nationale (FARDC), qui n'a que timidement réagi en l'absence d'ordres clairs.⁶ Comme d'autres services de sécurité, l'armée est accusée de faire passer ses intérêts financiers avant sa performance, notamment en ce qui concerne le contrôle effectif des frontières, des populations et des territoires. Entre temps, le haut commandement de l'armée a connu un remaniement national et des postes clés ont également été récemment attribués en Ituri.⁷

Alors que la plupart des groupes armés de la guerre de l'Ituri a cessé de mener des opérations - à l'exception notable d'une faction Simba à Mambasa et du FRPI à Irumu, localisés loin de l'épicentre des violences de 2018 - de nombreux interlocuteurs sur le terrain ont soutenu que l'échec de la démobilisation et de la réintégration (dans le contexte des programmes CONADER et DCR entre 2004 et 2008) a laissé un bassin d'anciens combattants privés de leurs droits. La plupart d'entre eux sont partis travailler dans les mines d'or de l'Ituri, d'autres sont restés au chômage et peuvent être éventuellement recrutés. De plus, au mois d'avril 2018, les FARDC ont arrêté quatre personnes qui se prétendaient liées à l'ancienne rébellion du M23, une insurrection armée qui a opéré à l'est de la RDC entre 2012 et 2013. Alors que les personnes interrogées ont repris cette affirmation ; des proches de l'ancien M23 ont, quant à eux, nié toute activité en Ituri. Un autre point d'interrogation concerne la Coopérative de développement du Congo (CODECO), une formation Lendu agro-religieuse créée en 1978 en tant que CODEZA à Irumu (alors que le pays s'appelait encore le Zaïre) et qui entretenait des liens avec le FRPI et le FNI pendant la guerre qui s'est déroulée de 1998 à 2003. Comme indiqué ci-dessous, de nombreux interlocuteurs ont accusé la CODECO d'être un moyen pour recruter, radicaliser et former des jeunes depuis fin 2017.

Plus important encore, la série d'attaques a eu lieu dans le contexte d'une paix encore précaire entre et parmi les communautés porteuses de griefs de longue date, et dans le cadre de multiples cas de manipulation politique fondés sur des conflits fonciers et une instrumentalisation ethnique. L'histoire de l'Ituri en matière de conflits de plus en plus importants offre un véritable réservoir de possibilités pour de telles manipulations et, dans le passé, les conflits étaient également cycliques. Il semble qu'au cours de ces massacres, les deux groupes ethniques Lendu et Hema soient ciblés, et non seul l'un d'entre eux. La violence s'est également focalisée géographiquement dans cinq des quatorze chefferies/secteurs de Djugu : Bahema Nord (notamment dans les principales localités de Blukwa, Berunda, Katoto et Kparanganza), Walendu Pitsi (Ladedjo, Dhendo et Dz'na), Walendu Djatsi (Fataki), Walendu Tatsi (Saliboko, Djugu et Pitso) et Bahema Banywagi (Tchomia). Alors que l'explosion de la violence s'est déroulée début février 2018, quelques événements sont antérieurs aux principaux massacres.

Le 10 juin 2017, Florent Dunji, un prêtre catholique Lendu, a été retrouvé mort dans le village de Drodro. Bien que l'alcoolisme ait été la raison officielle invoquée, la plupart des personnes Lendu interrogées soupçonnent un meurtre,

.....
⁶ Depuis septembre 2018, toutefois, plusieurs meurtres d'officiers de haut rang des FARDC ont accompagné la deuxième vague de violence.

⁷ Il convient de noter qu'entre 1998 et 2003, pendant la majeure partie de la guerre en Ituri, l'armée nationale n'avait aucune présence significative en Ituri.

et une série de manifestations s'est organisée après la découverte de son corps. Jusqu'ici, l'Eglise catholique a tacitement adhéré au récit médical officiel rendu. Cependant, des dizaines de personnes interrogées soulignent le rôle capital de cet événement dans l'intensification des tensions et des précurseurs de la violence qui s'intensifierait des mois plus tard. Après la mort de Dunji, des témoins oculaires Lendu et Hema se souviennent des personnes Hema buvant un verre dans des lieux publics près de Drodro et se moquant de la mort au travers d'un chant inventé qui s'adressait de façon péjorative au prêtre et à la communauté Lendu dans son ensemble. En outre, malgré de nombreuses interrogations sur l'hypothèse selon laquelle Dunji aurait succombé à une consommation excessive d'alcool, aucune enquête approfondie n'a été menée pour confirmer la cause réelle du décès. L'ouverture d'une affaire judiciaire a été officiellement demandée mais n'a reçu aucune réponse - ce qui a provoqué la colère des jeunes Lendu contre le peuple Hema et des institutions gouvernementales qu'ils perçoivent complices de la situation. Aussi, un premier épisode violent de représailles a été observé suite à l'attaque de villages Hema orchestrée par des groupes Lendu de Walendu Tatsi, puis des attaques de villages Lendu menées par des Hema dans les jours qui ont suivi la mort de Dunji. Ces incidents ont impacté la cohabitation fragile entre ces deux ethnies autour de Drodro, Ngakpa et Kapele ; et ont conduit à de la ségrégation : les jeunes des deux communautés ont commencé à ériger des barricades sur les routes, les marchés et les centres de santé situés dans la zone d'une communauté devenue moins accessible par l'autre communauté. Même si les deux communautés, par le biais de dirigeants différents, ont tenté d'atténuer ces tensions, certaines voix Hema se sont plaintes de la persécution de leur communauté payant pour l'irresponsabilité du prêtre alors que certains acteurs Lendu ont regretté que leurs dirigeants - l'exemple en question étant le vice-président de LORI - aient été réprimandés par les autorités étatiques après avoir réclamé justice. La mort de Dunji n'a toujours pas fait l'objet d'enquête, alors que la méfiance (historique) entre les communautés est revenue au centre de leur relation et contribue à la période trouble qui va suivre.

Le 17 décembre, un autre événement clé s'est produit : un jeune Lendu aurait volé une cartouche de AK-47 à un soldat des FARDC vers le poste militaire d'Uzi près de Ladedjo. Il a ensuite été identifié grâce aux indications données par des femmes Hema. Un jour plus tard, deux femmes ont été attaquées par des jeunes Lendu alors qu'elles travaillaient dans leurs champs, provoquant une réaction retour violente de la part des Hema qui ont brûlé des villages Lendu. En retour, la jeunesse Lendu a répondu par des raids. Le récit ci-après, non vérifié, raconte les représailles qui s'ensuivent et fait écho à de nombreux autres interlocuteurs décrivant les attaques et les contre-attaques survenues dans les limites de la communauté :

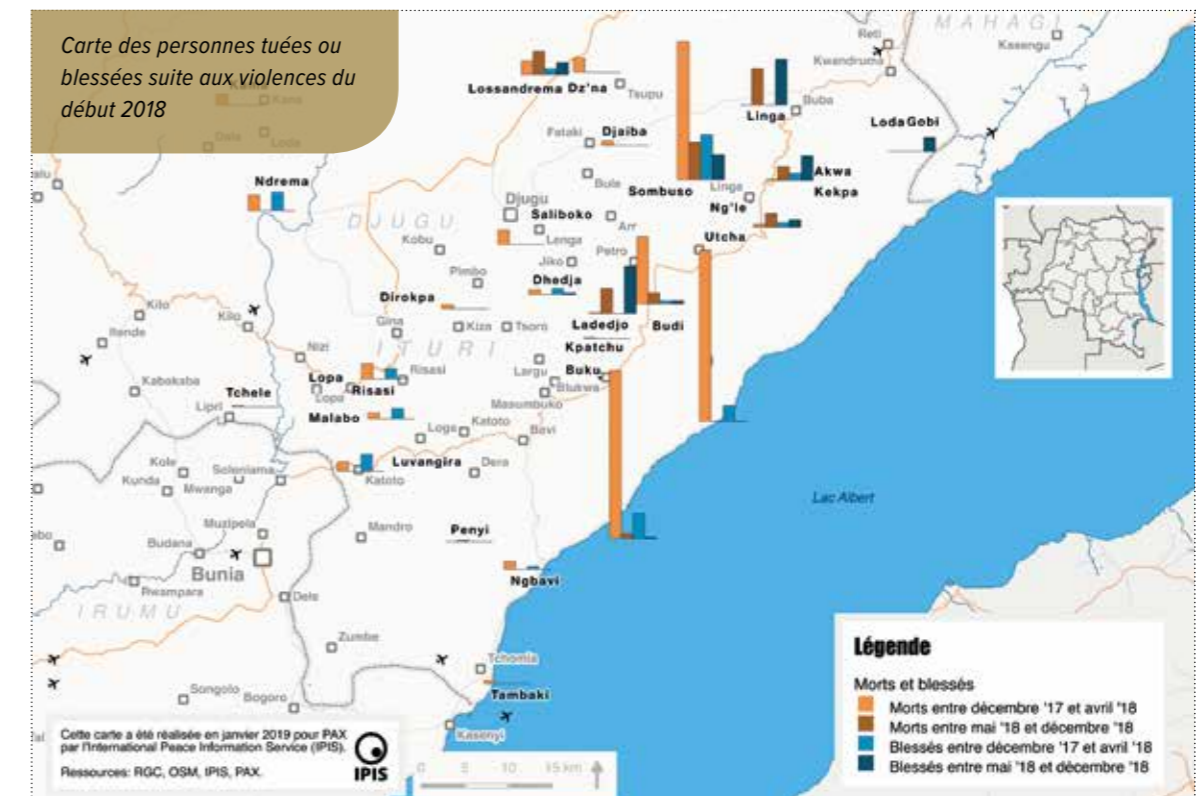
Un autre groupe Hema est allé au village Dju et a incendié 89 cases de Lendu en date du 17 décembre 2017 entre 8h à 12h. Le 18 décembre 2018, de 8h à 12h, 389 maisons Hema ont été brûlées en représailles par des jeunes Lendu, scandant des messages via leur motorolas selon lesquels les Hema les auraient encore provoqués. C'est ainsi que plusieurs villages ont été brûlés dans la région de Blukwa et Maze ainsi que d'autres villages Hema ailleurs. (Entretien #225)

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu d'enquête publique complète mettant en lumière les causes exactes de ces deux incidents, et les sources de renseignements sont superficielles ou difficiles d'accès. Cependant, selon une majorité d'interlocuteurs issue de toutes ethnies confondues, ces deux incidents ont probablement contribué de manière significative à l'accroissement des tensions qui ont mené aux massacres de février et de mars 2018. Toutefois, il faut noter qu'une majorité d'interlocuteurs a également souligné que cette dernière série de violences ne ressemblait pas à la guerre de 1998-2007. Outre les quelques rebelles de Morgan Simba et du FRPI, dont les zones d'opérations ne comprennent pas Djugu, il n'existe aucun groupe armé clairement identifiable auquel les attaques puissent être attribuées, et aucun acteur spécifique n'en a revendiqué la responsabilité durant les événements. Même s'il semble évident que des groupes Lendu et Hema ont participé à cette violence et que des tensions historiques non résolues l'ont alimentée ; le présent rapport constate que les deux communautés se sont engagées à plusieurs reprises dans des dialogues et des exercices de renforcement de la confiance condamnant la violence. Cependant, comme l'indique l'encadré ci-dessus présentant une sélection de citations convergentes et divergentes ; la violence généralisée observée à Djugu reste en grande partie insoluble et difficile à attribuer à un seul facteur. Le chapitre suivant fournit une liste détaillée des principales attaques et des meurtres qui ont eu lieu entre janvier et avril 2018.



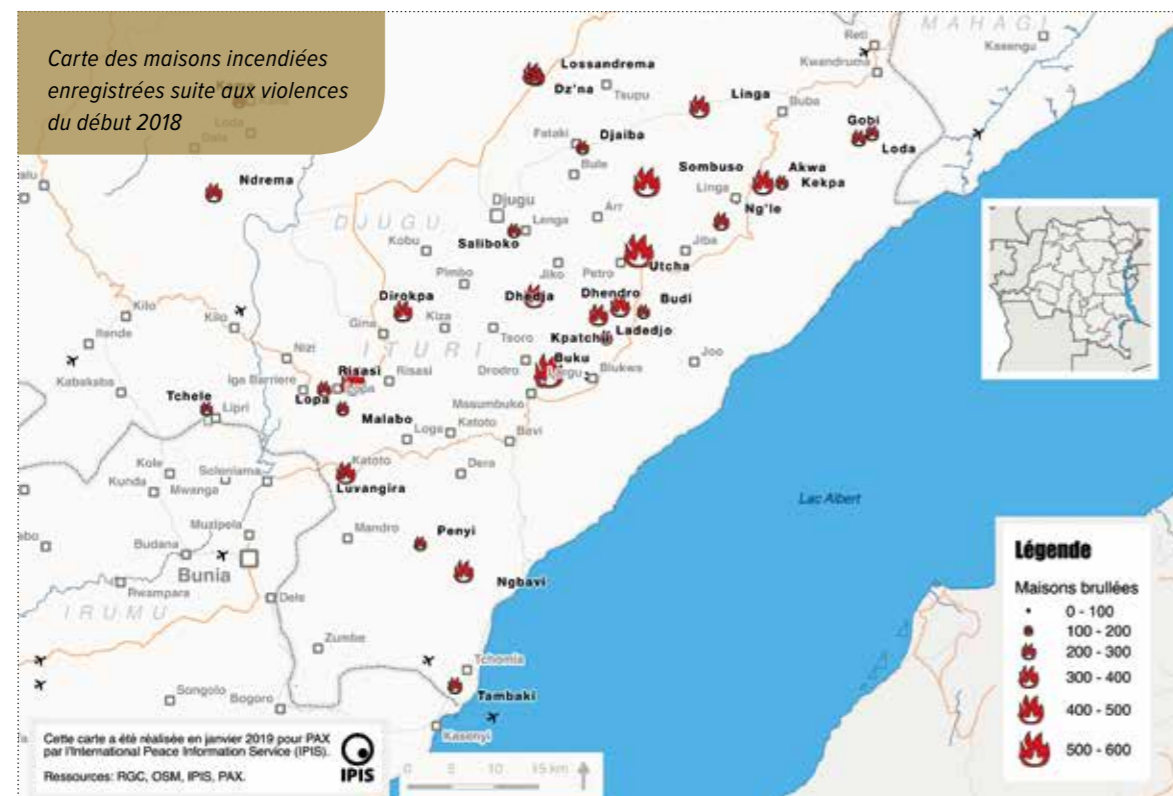
4. Cartographie de la violence : une guerre ethnique ?

Après des violences sporadiques - principalement des vols et des destructions de propriétés – depuis la fin du mois de décembre 2017, le début du mois de février 2018 a été le point de départ d'une série d'attaques, notamment de nombreux meurtres dans le territoire de Djugu et dans les zones adjacentes. Au-delà des sources locales, la recrudescence de la violence a également été annoncée par des personnes proches du RCD-K/ML basées en Ouganda (voir ci-dessus), qui ont permis de forger et de déconstruire des alliances lors de la guerre de l'Ituri.⁸ Les paragraphes suivants retracent l'enchaînement des meurtres de février et de mars. Bien qu'ils soulignent une corrélation, ils n'établissent pas une causalité, même si la logique de représailles en fournit quelques preuves anecdotiques.



Le 4 février, des assaillants - selon des interlocuteurs venus de Walendu Tatsi et Walendu Djatsi - se sont relayés pour attaquer de nombreux villages voisins du Bahema Nord (Djusa, Lera, Lovi, Ngaroli, Ngbagu, collectivité de Blukwa, centre Blukwa, Katoto et Labo - voir liste en annexe 1), tuant au moins 32 personnes. Lors de ces événements, plus de 400 maisons ont été brûlées et le pillage de bétail à grande échelle a pu être constaté dans divers endroits. Le 7 février, des attaques se sont poursuivies à Langa, à Dz'mbu (Bahema Nord) et à Bese (Banyali Kilo) ; au moins neuf personnes ont été tuées. Dans d'autres villages de Bahema Nord, des maisons ont été incendiées. Des interlocuteurs ont affirmé que les assaillants venaient de Liyo, dans le secteur de Walendu Tatsi. Un jour plus tard, au moins 37 personnes ont été tuées lors

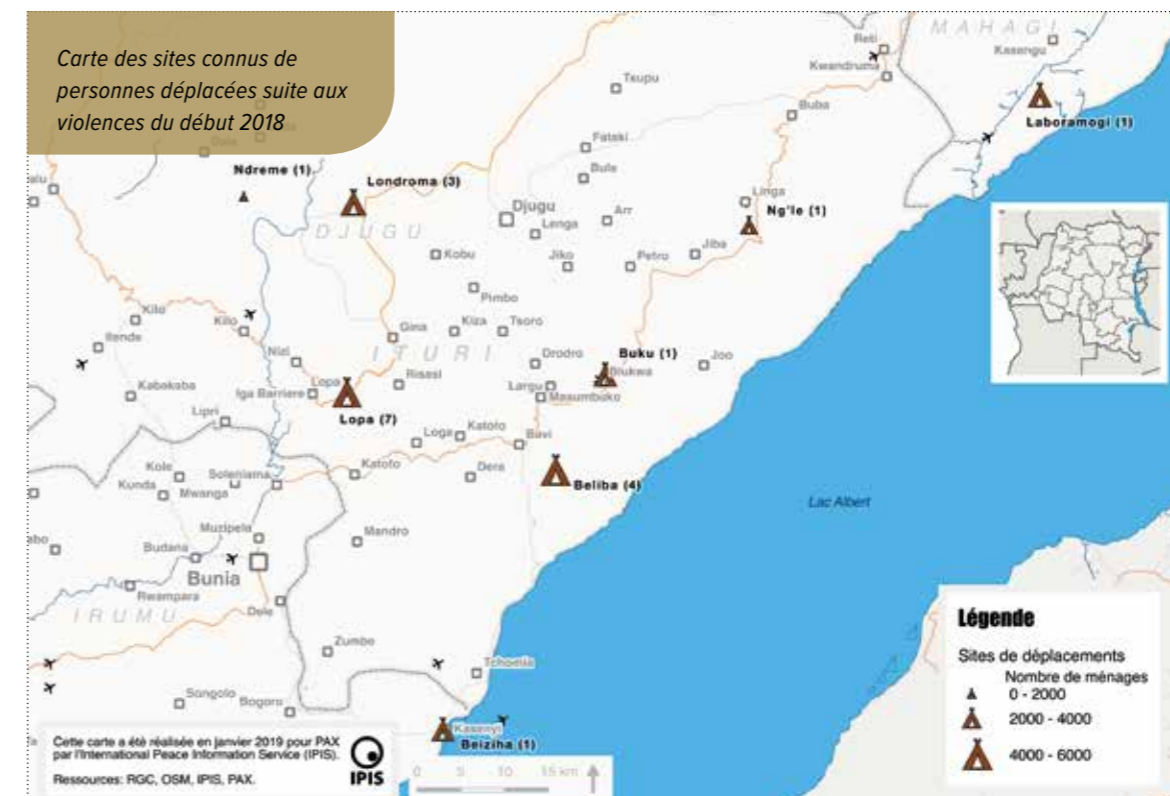
⁸ Communication personnelle avec un expert sur l'Ituri en octobre 2018. Ces mêmes sources ont également mis en évidence que les opérations ougandaises contre les ADF-Nalu dans la région voisine de Béni coïncidaient en décembre 2017 et le fait qu'une surveillance étroite exercée par l'Ouganda sur l'est du Congo existe.



de raids simultanés à Kparangaza, Kawa, Tche et (avec le bilan le plus lourd) à Logo. Des témoins oculaires de la région ont par la suite raconté que les attaquants de Logo étaient arrivés par une route en provenance de Saliboko, dans le secteur de Walendu Tatsi. Les témoignages suivants offrent un aperçu tangible et intimidant de la situation des populations touchées :

Les assaillants ont attaqué notre village et ont incendié nos maisons. Ils viennent des localités voisines. Les habitants de Kawa ont fui. Je suis resté parce que quand ils ont attaqué la nuit, j'étais ivre. Ce n'est que tardivement que je me suis rendu compte que nous étions attaqués, donc c'était impossible de me déplacer, car certains Hema qui se promenaient étaient directement tués. Chaque fois que je voulais me déplacer de la brousse où je m'étais caché je les voyais de loin avec des armes blanches et armes à feu. Ce sont des Lendu des villages voisins avec qui nous buvions ensemble qui ont tué nos voisins, qui ont incendié et pillé nos biens. Après quatre jours, j'ai commencé à me déplacer de nuit vers un autre village Hema. Avant cette attaque, les Lendu venaient se détendre dans notre village mais après ce dernier conflit ils passent sans nous saluer. Nous ne savons pas les causes mais aujourd'hui nous avons tout perdu et certains de nos frères sont tués et mangés par les chiens. (Entretien #156)

Le 10 février, des assaillants arrivant de Dhendo à Walendu Pitsi ont tué au moins neuf personnes dans les villages de Tchura, Ulo, Ndjaza et Reta (Bahema Nord). Le même jour, cinq personnes ont perdu la vie à Lidja et à Kli (Bahema Bajere) alors que les assaillants, présumés originaires du secteur de Walendu Djatsi, ont ravagé leurs villages. Les attaques ont continué à s'intensifier entre le 11 et le 15 février. Bahema Nord est devenu l'épicentre de la violence : quatre personnes ont été tuées à Angolu, une à Talire, une à Dz'ri, deux à Blukwa et six à Panduru (il s'agit des premières tueries dans le territoire voisin Mahagi). Les personnes interrogées issues de la région ont attribué les attaques aux personnes arrivées de Walendu Pitsi et Walendu Djatsi. L'attaque la plus meurtrière s'est produite à Rule (Bahema Nord), où plus de 60 personnes auraient été tuées suite à un incendie de maisons de grande envergure. Bien que cette série de meurtres semble avoir visé la communauté Hema, les interlocuteurs Lendu ont signalé des représailles sporadiques contre leurs villages, et notamment des maisons incendiées. Après cette première vague de meurtres, une accalmie relative a marqué la deuxième moitié du mois de février. Deux événements méritent toutefois notre attention : à Tche (Bahema Nord), deux FARDC ont été tués le 20 février et à Bakombe (Walendu Djatsi), un chef de village Lendu a été tué après une dispute avec des assaillants Lendus présumés.



Un civil a été tué le 24 février à Blukwa et quatre le 27 février à Tchele. Si les personnes interrogées avaient une idée précise de la provenance des assaillants pour la plupart des attaques, cela ne constitue pas en soi une preuve de leur identité collective ou individuelle. En ce qui concerne la violence à Béni depuis 2014, d'autres institutions telles que la MONUSCO ou l'Église catholique ont également eu du mal à définir les responsables, plaçant la société civile locale dans une position d'acteur clé.⁹

Tout au long du mois de mars, les attaques se sont poursuivies en particulier à Bahema Nord. Lors de l'un des raids les plus violents, au moins 36 personnes - certaines sources locales parlent de 43 - ont été assassinées au Groupement Ucha (Bahema Nord) lors d'une attaque simultanée dans les villages de Maze et de Beliba le 1er mars. La plupart des victimes ont été enterrées dans deux fosses communes près de Maze. Le même jour, une personne a également été tuée à Mita (Bahema Banywagi). Deux jours plus tard, les assaillants ont tué trois personnes - dont un soldat - à Chatsikipa, une personne à Chele, une à Bbani, deux à Vara, une à Gobba, une à Ddeti, une à Nyanda et plusieurs personnes à Gboro (toutes à Bahema Nord). A nouveau, des témoins oculaires ont déclaré que les assaillants devaient être originaires de Walendu Tatsi. Le 4 mars, six assaillants ont tué six personnes au Groupement Sala (Bahema Banywagi). Ces meurtres ont été accompagnés de pillages importants de plus d'une douzaine de villages dans les environs. Le 7 mars, quatre soldats des FARDC ont été tués à Drodoro (Bahema Nord). Le lendemain, des attaques dans différents villages du Bahema Nord (Masini, Ndoki et Tsoba) ont fait 12 morts. Le 13 mars, au moins 27 personnes ont été tuées dans des attentats à Jjo, Gbi et Ngazba (Bahema Nord). La même nuit, le chef du village de Risasi (Bahema Baguru) a été tué. Le 24 mars, une patrouille des FARDC a été attaquée à Penyi (Walendu Tatsi), un soldat a été tué et trois autres blessés. Un tableau en annexe répertorie tous les incidents et toutes les attaques connus au moment de la recherche et de la rédaction du rapport présent.

⁹ Ce chapitre présente certaines des conclusions qui pourraient être étayées par des recherches approfondies sur le terrain et des documents supplémentaires, tels que ceux obtenus par des organisations sur le terrain. Cependant, il est dans la nature de tels conflits que les données soient souvent incomplètes et sujettes à des erreurs.

Alors que la violence décroît depuis avril, à l'exception de nouvelles attaques sporadiques ; la situation au sein du territoire de Djugu est depuis restée fragile. Si la plupart des attaques de février et de mars semblent viser spécifiquement les villages Hema, les interlocuteurs ont également signalé plusieurs contre-attaques sur les villages Lendu, comme à Dju après les meurtres de Maze. D'autres ont rapporté que suite à la principale vague de meurtres, il était devenu plus difficile pour les Lendu de se déplacer dans la région car ils étaient soumis à un contrôle accru de la part des services de sécurité - qu'ils soupçonnaient proches des Hema. Ces derniers, en retour, ont réagi en adoptant des mesures de protection, telles que se rendre dans leurs champs uniquement en groupes. Nombre d'entre eux ont souligné que, bien qu'ils n'aient pas pu identifier ni nommer les meurtriers, ils se sont montrés confiants dans l'affirmation selon laquelle les assaillants sont généralement arrivés des secteurs de Walendu, voisins de la chefferie de Bahema Nord. Même en juillet et en août, de nombreuses routes de la région étaient toujours considérées comme des zones interdites par l'une ou l'autre ou par les deux communautés, notamment autour de Kafé, Dhedja et Blukwa. Outre les attaques qui ont abouti à des tueries, des dizaines de villages ont été incendiés ou détruits. Le tableau ci-dessous est basé sur le suivi des incidents qui se sont produits au sein du territoire de Djugu - suivi réalisé par le CJDJ et le FOMI, deux organisations partenaires de PAX. Il couvre la période allant de décembre 2017 à septembre 2018. Selon la méthodologie utilisée, le nombre d'incidents donne le nombre d'événements ; par conséquent, ce tableau ne fournit pas d'informations sur le nombre respectif de victimes. Conformément à la structure des attaques décrite ci-dessus, la chronologie de la violence est extrêmement claire, avec un pic extrême de meurtres, de blessures, d'incendies criminels et de pillages lors des mois de février et mars. Des rapports provenant d'institutions congolaises et des Nations Unies convergent avec des témoignages locaux suggérant deux raisons expliquant cette violence, non mutuellement exclusives : s'il est suggéré que la violence ait été perpétrée de manière cohérente, hiérarchique et organisée ; elle pourrait dans le même temps, indiquer que certains dirigeants de la région avaient demandé à leurs communautés d'éviter les représailles après mars 2018.

Mois	Assassinat	Blessé	Incendie	Pillage	Enlèvement	Viol	Vol	Destruction	Autre
Décembre 2017	3	3	3	0	0	0	1	0	1
Janvier 2018	2	2	3	0	0	1	0	0	2
Février 2018	37	8	66	18	5	1	1	0	2
Mars 2018	24	11	61	44	1	1	0	0	0
Avril 2018	2	1	0	2	1	3	0	0	0
Mai 2018	6	2	1	0	2	3	0	0	1
Juin 2018	7	3	3	0	0	4	0	1	0
Juillet 2018	5	2	4	3	0	4	0	0	1
Août 2018	1	3	3	0	0	2	0	2	0
Septembre 2018	6	1	0	2	1	0	0	0	2

En général, les faits suivants se démarquent : au plus fort des meurtres, des incendies criminels et des pillages en février et mars 2018 ; une majorité des attaques étaient organisées de nuit et menées par des civils utilisant des armes telles que des lames, des flèches, des massues et des armes à feu. Les incendies criminels ont été utilisés comme tactique pour répandre la terreur et faire en sorte que des villages entiers souffrent au-delà du traumatisme personnel d'avoir perdu des membres de la famille et des voisins. Couplée à la peur et au déplacement, cette violence a eu un impact économique majeur : pertes de récoltes et mise en danger des moyens de subsistance des populations pendant des mois, voire des années. Les forces gouvernementales, qu'elles soient l'armée, la police ou d'autres forces, ont timidement réagi face aux violences et ont semblé incapables de sécuriser les zones touchées par de nouveaux déploiements. Partout où ils interviennent activement, soldats et policiers sont eux-mêmes pris pour cibles. Il n'a pas été possible de déterminer au-delà de tout doute raisonnable, si cela suggère une complicité ou un simple échec pour mettre un terme à la violence. Alors que la grande majorité des témoignages indique clairement que les assaillants étaient originaires de régions habitées par les Lendu - les Hema constituant la majorité des victimes - ils étaient moins certains de savoir si les assaillants étaient réellement des Lendu. Comme indiqué ci-dessous, de nombreux témoignages ont également mis en évidence des liens potentiels entre des escadrons de la mort et les principaux acteurs politiques et économiques. Jusque là, peu de preuves claires ont été fournies pour appuyer ces suggestions.

5. Analyse

Dans ce chapitre, nous organisons les résultats d'environ 250 entretiens qualitatifs effectués au cours de deux phases de recherche sur le terrain (juin/juillet 2018 et septembre 2018). Nous les corroborons également avec des sources supplémentaires, issues notamment du suivi approfondi des incidents effectué par les partenaires du CISPE et de PAX, ainsi que des rapports confidentiels des forces de sécurité congolaises et d'autres institutions. Sur la base des données, nous élaborons un certain nombre de conclusions préliminaires qui étayent les conclusions et les recommandations du présent rapport. Les résultats donnent des indications sur les personnes qui ont ou non contribué à une escalade de la violence, qui a été habilement organisée en "points de rupture prédéterminés" et enracinée dans la contestation foncière, la politique locale, l'ethnicité, les conflits antérieurs et les processus de paix défailants. Le chapitre est organisé autour d'acteurs individuels et collectifs spécifiques qui ont constamment fait surface au cours de la collecte et de la révision des données.

Bien que la plupart des faits et des données disponibles sur les violences récentes observées dans le territoire de Djugu soient relativement incontestés ; il est beaucoup plus difficile de distinguer les raisons, les motivations et les responsabilités sous-jacentes expliquant les meurtres et les destructions massives. Cependant, une chose semble claire : la violence était organisée et secrète, aggravant une crise de la méfiance, une violence non résolue du passé et une histoire d'antagonisme entre les communautés. En l'absence d'enquêtes indépendantes, de procédures judiciaires crédibles et de réclamations en responsabilité ; il est difficile de comprendre qui a perpétré le carnage, qui l'a incité et à quelles fins. Il est toutefois important de noter qu'aucune preuve concluante sur la responsabilité directe des acteurs des meurtres n'existe à ce jour et que nombre de ces acteurs sont interconnectés. Avant d'analyser chaque réseau d'acteurs plus en détail, les déclarations suivantes donnent une idée de la manière dont les témoignages ont décrit les entités et les facteurs potentiellement suspects :

C'était les jeunes Lendu mais aussi des Hema manipulés par les politiciens. Les dynamiques régionales ont également eu un rôle clé, car il y avait des personnes étrangères n'appartenant pas à ces deux communautés. Vous aviez suivi l'arrestation des éléments du M23 en territoire de Mahagi. Il y avait d'autres infiltrations à partir du lac Albert. Les assaillants étaient appuyés financièrement par certaines personnalités. (Entretien #004)

La population doute de la paix imposée par les FARDC, car les éléments impliqués dans les massacres ne sont pas poursuivis. La population Hema n'est pas satisfaite de la manière dont le conflit s'est interrompu – ils sont sûrs que ça va recommencer. Le conflit n'a pas visé seulement les entités Hema et Lendu mais aussi les Mambisa, Ndookebo et Banyali Kilo. Les politiciens visent à déstabiliser le territoire pour exploiter les richesses de Djugu. (Entretien #146)

Les commentateurs ont rapidement comparé les meurtres commis en Ituri à d'autres zones de conflit au Congo récemment touchées par des actes de violence à grande échelle, tels que Béni ou certaines parties des provinces du Kasai. Cependant, quelques différences clés sont à noter. Contrairement au Kasai, peu de violence en Ituri peut être clairement attribuée à des acteurs identifiables de l'opposition armée ou aux forces de sécurité gouvernementales. Contrairement à Béni, la violence semble suivre des schémas ethniques. De plus, contrairement à l'Ituri, les meurtres qui se sont déroulés à Béni ont souvent été perpétrés par des acteurs en uniforme, et les FARDC étaient visées. Les attaques contre les forces de sécurité en Ituri n'ont, quant à elles, été que sporadiques en février et mars, et n'ont augmenté qu'en août 2018. Enfin, au contraire du Kasai et de Béni, la violence s'est principalement concentrée sur les zones rurales.

5.1 Implication des élites politiques et économiques

La violence dans l'est du Congo est indissociable de son contexte général d'ordres politique et économique depuis des décennies, et l'Ituri n'y fait pas exception. Les recherches qui étayaient ce rapport confirment une tendance générale, avec de nombreux témoignages indiquant de manière spécifique ou plus diffuse des liens potentiels entre les meurtres et leur contexte politique au sens large. Dans le même esprit, des interlocuteurs issus des différents milieux ethniques et sociaux ont proposé une lecture plus politique et moins sectaire des attaques perpétrées dans le territoire de Djugu depuis le début de 2018. Certaines de ces déclarations suggèrent que des tensions de longue date et ethniques liées à l'accès à la terre et à la vie publique sont devenues l'objet de contestation politique au cours des deux dernières années. Cela concerne, entre autres, les griefs des Lendu quant à leur marginalisation économique et la domination pressentie des Hema dans les principaux rôles de direction politique et militaire, mais aussi le rejet de la vision des Hema selon laquelle leur propriété foncière est justifiée car ils sont les "originaires". Cependant, l'argument clé de nombreuses revendications selon lesquelles la violence de Djugu était de nature politique (et, étonnamment, ni essentiellement ethnique ni liée aux ressources comme le suggèrent habituellement les habitants et les étrangers de l'est du Congo) réside dans les contours du conflit et son apogée en février et mars 2018. L'apaisement qui a suivi à partir d'avril 2018, et qui a pris fin en août 2018 où de nouvelles attaques violentes ont pu être constatées, est invoqué par des dizaines d'interlocuteurs pour indiquer que les attaques étaient organisées de façon centralisée plutôt que sous une forme de raids chaotiques. Cela contraste nettement avec les guerres de 1998-2007, qui étaient elles marquées par une violence constante et de long terme. Les citations suivantes illustrent davantage cette façon de voir des événements récents :

Le conflit de 2018 est tout autre que celui de 1999–2003. La différence se voit dans le mode opératoire des assaillants qui seraient appuyés par certains politiciens qui cherchent à déstabiliser le territoire pour leur cause. (Entretien #027)

L'ancien conflit de 1999 est différent de celui-ci car ce dernier s'est fini brusquement. La crainte est que les auteurs ne soient pas démantelés. C'est une affaire politique, c'est pourquoi cela s'est terminé si brusquement. (Entretien #023)

La guerre qui a lieu à Djugu, c'est un montage de haut niveau. La population sait que ce n'est pas une guerre ethnique. Les déplacés pouvaient fuir ensemble jusqu'à Mahagi sans problème. (Entretien #015)
Nous pensons que c'est la politique. Il y a des jeunes locaux qui ont été utilisés pour faire ces actes. (Entretien #003)

Le déplacés Hema et Lendu fuyaient ensemble dans la même direction sans difficultés. Certains disent que nous sommes victimes de la politique. Certains jeunes locaux ont été instrumentalisés dans cette crise. (Entretien #005)

Nous pensons que c'était une manipulation des politiciens. La province n'est pas intervenue pendant ces hostilités, sauf le chef de secteur qui se mobilisait pour sensibiliser la population de garder le calme. (Entretien #079)

Bien que ces citations soient vagues, elles reflètent à la fois une réticence à se concentrer sur des explications interethniques et la peur des personnes interrogées de nommer les instigateurs spécifiques de cette violence. Quand il s'agit de dévoiler la dynamique politique qui façonne la violence à Djugu, les choses sont plus complexes. Comme dans d'autres zones de conflit, la rumeur se répand bien en Ituri et la "radio trottoir" (réseau de communication informel) est une force puissante. Il était donc difficile de trouver des traces tangibles menant aux domaines de la politique et des affaires, secteurs traditionnellement soumis au secret dans l'est du Congo. Comme à Béni et au Kasai, les gens ont fait allusion à un complot plus vaste visant à retarder ou à annuler les élections nationales prévues, mais il existe à ce jour peu de preuves concrètes pour étayer cette affirmation. Néanmoins, l'interaction entre les tensions historiques accrues liées à la terre et la réconciliation instable depuis les guerres de 1998-2007 mérite de l'attention, car de nombreux témoignages ont suggéré que les élites utilisaient les tensions existantes pour inciter à la violence.

Des interlocuteurs ont expressément nommé différentes élites élues et administratives, notamment les chefs de secteur/chefferie Longbe Tchabi Linga (Walendu Pitsi et ex-FNI) et Pilo Kamaragi Mulindro (Bahema Nord et ex-UPC). Interrogé lui-même, Longbe a nié les allégations en invoquant sa renonciation à son engagement antérieur dans le conflit et ses efforts mis en oeuvre pour calmer les Lendu.¹⁰ Hadji Ibrahim Ruhigwa Bamaraki, dirigeant de la communauté Hema, a été soupçonné d'avoir été impliqué dans un précédent incident suite à la découverte d'armes à feu à son domicile en 2015. Aucune allégation spécifique n'a toutefois été retenue. Plusieurs personnes interrogées ont déclaré que les dirigeants locaux et coutumiers utilisaient un double discours en prêchant publiquement la réconciliation et en suscitant la haine en privé, et que certains d'entre eux étaient impliqués dans les meurtres.

Du côté des hommes d'affaires, le tableau est flou. Plusieurs témoignages ont indiqué que des hommes d'affaires Lendu et Hema ont tenté de dissiper les tensions afin d'empêcher d'éventuelles retombées négatives sur leurs activités économiques. Cependant, il est possible que d'autres tirent profit du chaos en utilisant des réseaux économiques informels hors du champ des contrôles douaniers. Parmi les noms proposés par les analystes Ituriens, les principaux entrepreneurs de l'Ituri sont mentionnés dans de nombreux cas. Les preuves sont toutefois rares et relèvent davantage d'un dossier parallèle, lié à des activités douteuses de contrebande dans des réseaux économiques concurrents, notamment des passeurs Hema et un réseau adversaire proche du gouvernement provincial d'Ituri.

5.2 CODECO et les réseaux Ex-FNI/FRPI

La CODECO est une association agro-religieuse créée en 1978 sous le nom de CODEZA à Walendu Bindi, Irumu. Fondée par Kakado Tsubina, un dirigeant local, son objectif déclaré est de soutenir l'agriculture. Plus discrètement, la CODECO s'est toutefois engagée dans le mysticisme et le fétichisme, notamment dans le contexte de la rébellion des FRPI au cours de la guerre en Ituri. La CODECO avait déjà étendu ses activités dans la région de Djugu avant même la guerre de l'Ituri. Pendant la guerre, on croyait que la CODECO produisait des substances magiques - appelées ailleurs "dawa" en swahili pour "médecine" - afin de maintenir le moral des combattants. Kakado a été arrêté en 2009 et reconnu comme guérisseur de la FRPI. Il est décédé en prison en 2011. Depuis lors, l'association opère principalement dans l'ombre.

Au cours de ce projet de recherche, des dizaines d'interlocuteurs issus de divers horizons, y compris des forces de sécurité postées localement, ont mentionné la CODECO comme étant impliquée dans les événements violents. De nombreuses personnes ont affirmé que la CODECO avait contribué au recrutement et à l'organisation de la formation des assaillants au moins depuis le décès de Florent Dunji (voir ci-dessus) en juin 2017 et plus ouvertement depuis la fin de cette année. Certains interlocuteurs ont suggéré que la détention du jeune Lendu qui avait volé une cartouche avec des balles à un soldat (voir ci-dessus) était un élément supplémentaire engendrant des recrutements : la mobilisation de la CODECO s'est amplifiée après que des jeunes Hema de Maze aient incendié des villages Lendu voisins en réponse aux meurtres de femmes Hema qui avaient informé les FARDC de l'identité du voleur. Deux mois plus tard, Maze est le théâtre d'un des massacres les plus meurtriers. Selon les personnes interrogées, la CODECO produit différents types de substances magiques utilisées avant et pendant les attaques. La campagne de la CODECO visait principalement les jeunes Lendu, y compris d'anciens combattants du FNI qui n'avaient pas réussi à se réinsérer dans la vie civile après les guerres de 1998-2003. Les déclarations suivantes sont éclairantes :

Chez la CODECO, ils font boire de l'eau aux gens. C'est de la magie. Les gens de Walendu Pitsi recrutent dans les milices, créant du déplacement. Il doit y avoir un manipulateur. (Entretien #114)
Les assaillants parlaient Kilendu et Lingala. Nous avons entendu parler de la CODECO qui serait chargée de faire de fétiches pour les assaillants. (Entretien #232)
Ce sont des extrémistes qui intoxiquent les catholiques. Certains d'entre eux commencent à prier au sein de la secte magico-religieuse CODECO depuis la mort du prêtre Florent à la paroisse de Drodro en juin 2017. (Entretien #228)
Les assaillants récupèrent les cadavres de leurs propres morts pour éviter qu'ils soient identifiés. On nous parlait d'une église CODECO impliquée dans les violences. (Entretien #217)

.....
¹⁰ Ceci est en contradiction avec les déclarations précédentes de 2009, dans lesquelles Longbe avait préconisé un secteur de Walendu Pitsi ethniquement vierge.

Plusieurs personnes interrogées ont déclaré que la mobilisation de la CODECO était en cours des mois avant le début des tueries et il semble que les forces de sécurité congolaises n'aient pas été en mesure de suivre leurs rassemblements, dont la plupart auraient eu lieu dans les hautes terres autour de Tara. Autre sujet d'inquiétude semblable, le recrutement aurait été marqué par des discours mystico-religieux, les jeunes étant leurrés hors des églises. Un témoin a parlé d'une émission de radio locale dans laquelle un individu Lendu a parlé de la formation mystico-religieuse organisée par la CODECO. Deux sources locales de renseignements ont fourni des comptes rendus plus détaillés, selon lesquels les recrues auraient reçu 25 à 50 dollars US chacune pour se rendre à Tara afin d'y suivre une formation. Si cette dernière était suivie jusqu'à la fin, un montant supplémentaire était promis et impliquait des substances narcotiques non spécifiées. Le recrutement s'est déroulé dans divers lieux, notamment à Mbatibbo, Godya, Wele (Berunda), Walendu Watsi (Nioka), Kataka (Jiba) et Mbau (Bambu). Les sources ont affirmé que même si certains milieux de la sécurité congolais étaient au courant, aucune action n'a été entreprise pour les arrêter. Alors que l'objectif initial donné aux recrues était d'attaquer les villages hema, principalement à l'aide de flèches et de lames, les attaques contre l'armée et la police ont également été cautionnées et des instructions ont été données afin de saisir leurs armes. Certaines de ces recrues seraient d'anciens combattants. En réponse aux allégations formulées, le Gouverneur de l'Ituri a officiellement suspendu l'autorisation de la CODECO, mais aucune mesure importante n'a été prise pour dissoudre effectivement l'organisation. Dans le même temps, des sources de renseignements et des analystes régionaux ont signalé que, lors du conflit à Walendu Bindi, plusieurs dirigeants coutumiers favorables à une branche de la FRPI se sont associés pour mobiliser une assistance au profit de la CODECO – potentiellement en opposition à une rumeur de projet de démobilisation de la FRPI.

Une nouvelle vague d'attaques a été lancée fin août 2018 visant les forces de sécurité. Plusieurs postes des FARDC et de la PNC ont été attaqués et des membres du personnel en uniforme ont été tués ou blessés. Deux officiers de haut rang des FARDC ont été tués. Bien qu'il soit difficile de savoir si ces derniers sont victimes d'attaques commis par un employé ou font partis de complots d'acteurs proches des assaillants (voir ci-dessous) ; deux anciens membres Lendu du FNI, connus sous les noms de Mukwake Mambo et Lokana Mambo, et leurs troupes, ont été nommés par les personnes interrogées comme étant impliqués dans les attaques d'août / septembre 2018 et ayant des liens avec la CODECO, et qu'ils ont agi sous couvert des autorités locales. Récemment, le 16 septembre 2018, les forces de Mukwake ont attaqué les positions des FARDC à Muvaramu, Songamoya et Tara, faisant neuf morts chez les FARDC. Le 24 septembre, le même groupe a attaqué Bule, où Mukwake a été blessé ; il est mort cinq jours plus tard. Alors que les réseaux des ex-FNI semblent être impliqués dans la mobilisation autour de la CODECO, la FRPI - son partenaire historique à Irumu - n'a pas été mentionnée par les interlocuteurs participant au travail de terrain. Cependant, les récentes violences survenues depuis août 2018 ont placé les anciens réseaux du FNI au centre d'un groupe soupçonné d'organiser des attaques contre les FARDC. Une analyse préliminaire suggère que la CODECO pourrait être le lien entre les réseaux des ex-FNI et certains cercles de la FRPI impliqués indirectement dans la violence, même si cela reste flou.¹¹

5.3 Réseaux ex-UPC et ex-PUSIC

Outre la FRPI et le FNI, l'UPC de Thomas Lubanga et le PUSIC du chef Kahwa Mandro étaient deux des principales milices actives pendant la guerre en Ituri. Alors que Lubanga a été jugé devant la Cour Pénale Internationale, à l'instar des anciens dirigeants du FRPI et du FNI (respectivement Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo), et est actuellement en prison à La Haye ; Kahwa a réussi à éviter d'importantes conséquences juridiques pour son engagement dans l'UPC et (plus tard) en tant que dirigeant du PUSIC. Bien que Kahwa soit mentionné dans des documents judiciaires confidentiels qui sont en cours de préparation pour les procès prévus relatifs aux violences de Djugu, son implication réelle n'est pas claire. Trois sources ont indiqué que des groupes proches de Kahwa, notamment d'anciens combattants du PUSIC et de l'UPC, auraient été impliqués dans les violences. Cependant, il n'y a pas d'autres témoignages aussi détaillés que ceux-ci hormis un rapport isolé sur des menaces faites aux forces navales de l'armée par un groupe qui serait proche des anciens cercles du PUSIC.

¹¹ Ces liens ont également été observés en 2012/2013, du fait qu'une coalition éphémère de groupes armés dirigée par la FRPI, baptisée COGAI (Coalition des groupes armés en Ituri), tentait d'unir différents courants de mobilisation armée dans la région.

5.4 Ex-M23

Depuis que la rébellion tristement célèbre du M23 a été vaincue militairement et repoussée en Ouganda et au Rwanda grâce aux opérations conjointes des FARDC et de la MONUSCO fin 2013 ; le groupe et ses composantes hantent le Congo, tant par le spectre par lequel divers types de menaces sont projetés et des incidents de sécurité sont attribués aux grandes rébellions congolaises héréditaires telles que le RCD et le CNDP. Alors que le M23 existe toujours politiquement (principalement basé à Kampala) et militairement (en petit nombre et isolé dans la forêt des Virunga autour du mont Mikeno), sa force a été largement surestimée au cours des dernières années et une partie de la direction militaire clé a évolué. Néanmoins, comme à Béni, le M23 a également pris une position centrale dans les spéculations sur la violence de Djugu. Cela pourrait dépendre des interprétations politiques ainsi que du déploiement d'anciens officiers du RCD et du CNDP FARDC (mais pas encore du M23) en Ituri, ou des liens historiques entre d'anciens entrepreneurs de guerre issus de l'Ituri et du Kivu qui passent fréquemment du temps à Kampala, principale plaque tournante régionale reliant l'Ituri au reste de l'Afrique et au-delà.

Néanmoins, un événement visible s'est produit le 1er avril 2018 lorsque quatre personnes ont été appréhendées lors de contrôles au poste des FARDC de Kadilo, dans le territoire de Mahagi. L'un d'eux serait un ancien officier des FARDC. Ils ont été escortés par Faustin Unencan, un homme d'affaires de Ndrele qui affirme avoir reçu une demande d'un FARDC de haut rang basé à Goma de venir les chercher à la frontière ougandaise, en provenance du Mont Zeu. Leur interception a suscité de vifs débats et des théories du complot, en particulier sur la question des contrôles aux frontières avec l'Ouganda¹² – sachant que de nombreux Ituriens accusent les forces de sécurité et les douanes de se concentrer davantage sur l'extorsion à la frontière au lieu d'engager une protection territoriale efficace. Selon des témoignages, la voiture se rendait à la forêt de Berunda et transportait des armes à feu. Berunda est une zone forestière où les éleveurs Hema laissent leur bétail pâturer. Alors que les forces de sécurité ont affirmé que ces personnes étaient liées à l'ancien M23, plusieurs personnes interrogées ont situé l'incident dans le contexte de déplacements présumés de personnes suspectes avant et après avril 2018. Une source a mentionné l'implication de Jérôme - sans préciser s'il parlait de Kakwavu, un ancien combattant ayant de nombreux contacts en Ouganda et dans la milice congolaise.

En janvier 2018, un cas similaire s'est produit impliquant une personne appelée Kumira Watamu. Il a été arrêté et détenu par les forces de sécurité alors qu'il se dirigeait vers Berunda et Walendu Watsi, accompagné de quatre personnes portant des armes à feu. En février, des locaux ont signalé le déplacement d'une douzaine d'éleveurs de bétail avec des armes à feu près de la concession de Kisémba à Walendu Watsi. Cependant, étant donné l'insécurité endémique, il ne peut pas être établi que ces personnes aient participé à une insurrection armée. Dans le Nord et le Sud-Kivu, par exemple, il n'est pas rare que les éleveurs portent des armes à feu pour se défendre contre les raids des milices. Plus largement, ces rapports et d'autres rapports similaires ont simultanément étayé une polémique quant à l'infiltration du M23, en même temps que des rapports faisant état de la migration de populations hutu rwandaises (souvent appelées Banyabwisha de Rutshuru au Nord-Kivu) vers Boga à Irumu, et d'autres zones de pâture au sein des territoires de Djugu et de Mahagi. D'après des recherches menées sur le terrain, peu d'informations indiquent que les éléments présumés du M23 nouvellement arrivés aient un rôle significatif.

5.5 Le rôle de l'armée nationale et d'autres forces de sécurité

Dans d'autres zones de conflit récentes - dont Béni et Kasai se démarquent à nouveau - une partie du blâme a été attribuée aux forces de sécurité de l'État congolais, en particulier aux FARDC. En ce qui concerne les violences à Djugu et dans ses environs, le rôle des FARDC, de la PNC et des autres forces de sécurité est moins clair, mais fait néanmoins l'objet d'un débat. D'une part, les témoignages indiquent systématiquement qu'il est peu probable que l'armée ait joué un rôle actif dans les attaques. Une grande déception a toutefois été exprimée devant la réaction timide et lente des forces gouvernementales face aux événements. Enfin, des éléments des FARDC et de la PNC sont également devenus les cibles d'attaques et de meurtres, constatées dans une certaine mesure uniquement lors de la principale vague d'attaques de

¹² À certains moments de la guerre de l'Ituri, les FAPC de Kakwavu contrôlaient la frontière d'Aru. Lorsque Kakwavu a rejoint les FARDC et a par la suite été arrêté, les mêmes anciens commandants des FAPC sont devenus des chefs de police à Aru.

février et de mars 2018, mais ce type d'attaques a augmenté depuis la fin août. Cette section traitera de ces différentes dynamiques.

En général, les relations entre les Ituriens et l'armée sont ambivalentes. Bien qu'il n'y ait pas de rejet ouvert et général de la présence des forces armées gouvernementales, les entretiens révèlent un certain sentiment de méfiance et l'existence de plaintes spécifiques. Ces dernières se concentrent sur la perception des FARDC en tant que force parasitaire se focalisant davantage sur l'extorsion à petite échelle par le biais de barrages routiers arbitraires que sur la protection effective des personnes et des territoires. Des opinions similaires existent concernant la police et les services de renseignement, en particulier autour du lac Albert et dans les zones frontalières. Du côté des Lendu, les FARDC sont perçues comme étant proches des Hema, qui appuient parfois leurs intérêts relatifs aux conflits fonciers ainsi qu'au travers de leurs déploiements protégeant des villages Hema suite aux attaques de février et mars 2018. Ceci est plus particulièrement illustré par le déploiement du 3^e régiment sous le colonel Makanika, ancien commandant de la rébellion des FRF dirigée par les Banyamulenge au début des années 2000 dans le Sud-Kivu. En règle générale, toutefois, et malgré des retards, les témoignages s'accordent sur le fait que l'armée a renforcé sa présence dans les zones sensibles.

Si les forces gouvernementales ont également été victimes des meurtres commis en février et mars 2018, la recrudescence de la violence depuis août 2018 confirme cette tendance à tuer de manière ciblée des membres de l'armée, tels que le Colonel Bovick en août et le Colonel Jaguar en septembre, ainsi que par le déroulement d'attaques plus importantes, comme le massacre de neuf FARDC près de Tara en septembre, attribué par plusieurs sources au groupe Mukwake proche de la CODECO. Des interlocuteurs ont émis des doutes sur les circonstances dans lesquelles Bovick et Jaguar ont perdu la vie. Bovick est mort lors d'une embuscade ciblant sa voiture.¹³ Ancien officier du CNDP, la mort récente du colonel Jaguar reste mystérieuse. Dans les deux cas, les quelques personnes désireuses de discuter de ces événements ont catégoriquement rejeté toute implication des assaillants de Djugu.

Liste partielle des FARDC et des PNC tués et blessés entre décembre 2017 et août 2018

N°	Noms	Unités	Localisation et date	Observations
1	AP Botho	S/CIAT PNC Dhendro CIAT Territoire Djugu	Blukwa, 4/2/2018	Décapité
2	CPT Tshibangu	COM S4 GMI PNC/ITURI	Blukwa, 4/2/2018	Tué par flèche
3	AP Feruzi Focas	PCR/NIZI CIAT PNC DJUGU	Blukwa / Nizi-Ine, 7/2/2018	Enlevé et tué
4	Bakala Adolphe	PCR/NIZI CIAT DJUGU	Nizi-Ine, 7/2/2018	Tué
5	AP Mandro Tango Shadrac	CIAT LAC S/CIAT MUGANGA	Muganga, 13/2/2018	Décapité et AK-47 volé
6	COM ADJ Dinde Windo	GMI/PNC ITURI	Blukwa, 18/2/2018	Plusieurs blessés par flèches
7	AP Kisebo	CIAT PNC MAHAGI	Uzi, 5/22018	Décapité et AK-47 volé
8	ADJ ICL Ngomba	Largu COY 3201 Reg FARDC	Marifa / Tshe, 20/02/2018	Décapité et AK-47 volé
9	Kasongo	Naval force, Lake Albert	Musekere, 13/02/2018	Décapité et AK-47 volé
10	SGT Mambasi Jeremie	Ngbapeni COY 3201 Reg FARDC	Ngbapeni, 13/02/2018	Décapité, brûlé et AK-47 volé
11	Kisebo Janvier	Naval force	Ngbapeni, 13/02/2018	Décapité et arme à feu volée
12	ADJ Chef Elonga	Naval force	Musekere, 13/02/2018	Décapité et arme à feu volée

13	ICL Nap Pongo Gonago	Commando COY 3101 Reg FARDC	Marifa / Tshe, 20/02/2018	Tué et arme à feu volée
14	CPT Angomo	3201 Reg FARDC	Nyapala Dikpa, 3/3/2018	Décapité et arme à feu volée
15	SGT Mambuya Maba	Ngbapeni COY 3201 Reg FARDC	Ngbapeni, 13/02/2018	Plusieurs blessés
16	Assani Gabasi	Commando COY 3101 Reg FARDC	Marifa / Tshe, 20/02/2018	Décapité et arme à feu volée
17	SGT Ebibabara Mongali	COY SP, OPS ITURI	Nyapala Dikpa, 3/3/2018	Tué et arme à feu volée
18	CPT Ngenge Lubanga	Cmd Bambu	Baimana Nizi, 7/3/2018	Blessé
19	1 major général et 4 soldats	3101 Reg FARDC	Drodro 7/3/2018	Tués et armes à feu volée
20	1 soldat	Commando Batt	Nyamamba 23/03/2018	Tué par balle
21	2 soldats	Commando Batt	Nyamamba 23/03/2018	Blessés par balle
22	2 soldats	1301 Reg FARDC	Nassa 26/08/2018	Tués et armes à feu volée
23	9 soldats	N/A	Songamoya / Tara Dates N/A	Tués et armes volées (9 AK-47s, 2 mortiers, 2 lance-roquettes et autres munitions clés)

Dans le contexte de l'arrestation d'éléments présumés du M23 alors qu'ils se dirigeaient vers Berunda ; des éléments des FARDC se sont plaints de ne pas avoir reçu leur « primes de réussite ».¹⁴ Outre ces accusations implicites de détournement de fonds - phénomène qui n'est pas inhabituel au sein des FARDC - de hauts responsables militaires et policiers en Ituri seraient impliqués dans des fraudes douanières et du commerce illicite. L'allégation la plus grave, cependant, est que certaines unités étaient de connivence avec des civils armés basés autour de la forêt de Berunda. Bien que les sources au sein du dispositif sécuritaire aient fait preuve de prudence, elles ont indiqué qu'une enquête interne était en cours et que le général Bonane, un ancien commandant du RCD-Goma déjà accusé de conduite illicite par le Groupe d'experts des Nations Unies en 2013, serait l'un des suspects. Alors que Bonane travaille actuellement dans la province du Haut-Uélé, à la frontière de l'Ituri, il a été trouvé impliqué dans le pillage d'installations humanitaires lorsqu'il était en poste à Bunia en 2013 (ONU 2013). Suite au dernier remaniement de l'armée en août 2018, le secteur opérationnel des FARDC est dirigé par les généraux Kisebwe et Kasikila, ce dernier étant un ancien chef maï-maï du Nord-Kivu. En Ituri, le général Rugayi a été remplacé par le général Kabundi. La 32^e région militaire de l'Ituri - représentant la structure parallèlement aux secteurs opérationnels - est maintenant dirigée par les généraux Luyambi, Maboko et Bindu. Le général Bindu a fait l'objet de rapports ultérieurs du groupe d'experts des Nations Unies et est considéré comme un proche du général Amisi (ONU 2011). Le colonel Rambo commande l'un des deux régiments basés en Ituri ; le second a été commandé par Jaguar jusqu'à sa mort. En règle générale, la direction des FARDC en Ituri est perçue comme étant dominée par des anciens officiers RCD « rwandophones », à la fois avant et après le dernier remaniement.

¹³ Cependant, deux sources ont indiqué que ses gardes du corps n'avaient même pas été blessés et que la voiture ne présentait aucun signe d'attaque. Cela suggère soit une coïncidence soit un travail de professionnel. Les mêmes sources évoquent une action en interne liée aux prochaines promotions ou au passé de Bovick au MLC de Jean-Pierre Bemba. Toutefois, rien ne permet de savoir si cette embuscade était de nature politique ou liée aux tensions internes des FARDC.

¹⁴ Les salaires de base étant insignifiants, l'armée congolaise opère principalement par le biais de systèmes de primes opérationnelles et de commandement. Par conséquent, les unités et les commandants militaires ont un intérêt réel à lancer des opérations où qu'ils soient postés (voir aussi Vogel & Stearns 2018).

5.6 La piste “Banyabwisha”

Outre les rumeurs concernant des personnes proches de l'ancien M23, plusieurs témoignages concernant la violence à Djugu et la situation générale en Ituri ont fait l'objet de nombreuses suspicions. Depuis de nombreuses années, la migration des Hutu, considérés collectivement comme “Banyabwisha” (un toponyme pour des populations issues du territoire de Rutshuru au Nord-Kivu), a provoqué un mélange de peur et de xénophobie chez les Ituriens.¹⁵ Dans le cadre de rumeurs plus larges sur “l'infiltration rwandaise” et qui incluent probablement aussi un scepticisme à l'égard des unités FARDC parlant le rwandais et des déplacements présumés du M23; ces migrants hutus du Nord-Kivu ont été impliqués dans les violences à Djugu. Selon des rapports non confirmés, des personnes basées à Boga/ Tchabi à Irumu se seraient déplacées plus au nord, vers Djugu. D'autres pensent que ces déplacements avaient pour but d'atteindre Berunda, ce qui suggère que les interlocuteurs croient en un lien, pas nécessairement évident, avec les soupçons relatifs au M23 analysés ci-dessus.

Après l'arrivée du général Rugayi à la tête des FARDC en Ituri au début de 2016, et réfutant l'idée d'un conflit ethnique ; les interlocuteurs - y compris les forces de sécurité - ont souligné que des déplacements de population ont été observés depuis Boga (où les “Banyabwisha” seraient arrivés, avant 2016) vers Berunda et Kadilo à la recherche de terres agricoles et de pâturage. Bien que cela ne soit pas une indication claire d'un lien, d'autres rapports renforcent ce soupçon. Trois sources du secteur sécuritaire insistent sur le fait que les assaillants de Djugu utilisaient des radios sur lesquelles différentes langues étaient interceptées, mais ils ne pouvaient pas fournir de preuves documentaires ni de témoins oculaires. Outre le kilendu, ces langues étaient le kinyarwanda et le “swahili avec un accent rwando-ougandais”. Ils mentionnent en outre que plusieurs personnes parlant le rwandais ont été arrêtées par la police et amenées à Bunia en raison de leur implication présumée après avoir défilé avec des armes blanches à Djugu. Bien que, si elle est confirmée, cela constitue un élément important pour approfondir l'enquête, il convient de noter que blâmer les orateurs rwandais est courant dans l'est du Congo et que des arrestations arbitraires ont déjà été effectuées dans des circonstances similaires.

En résumé, toutefois, migration et mobilité sont des caractéristiques constantes de la vie dans la région, qu'il y ait ou non un conflit. Tandis que des sources locales confirment la vague de migration hutu dans la région de Boga/ Tchabi, d'autres sources signalent également des déplacements le long de l'axe reliant Irumu à la région de Béni, faisant intervenir d'autres acteurs ne parlant pas le kilendu. Poursuivre la piste des Banyabwisha exige donc également de déterminer si d'anciens facteurs de conflits en Ituri et Béni sont réactivés en coulisses. Cette recherche n'a pas permis de mieux cibler cette préoccupation et reste donc prudente dans ses conclusions.

6. Conclusions

En résumé, ce rapport montre qu'il n'existe à ce jour aucune preuve concluante permettant de déterminer les personnes responsables de la coordination, de la supervision et de l'exécution de la série d'attaques. Cette incertitude s'applique également à la question de savoir pourquoi la violence a eu lieu à des moments spécifiques (premier semestre de 2018) et dans des lieux précis (à travers Djugu). La plupart des explications données par les personnes interrogées restent provisoires ou invoquent des récits dits “classiques” (tels que la référence au M23/ Rwanda, les clichés interethniques, la saisie de ressources, etc.). De ce fait, la violence observée à Djugu semble avoir été inspirée par les événements de Béni plutôt que par tout autre conflit antérieur en Ituri ou au Congo. En outre, des preuves anecdotiques donnent des indications sur les dynamiques sous-jacentes, et les sections précédentes montrent comment les populations et les élites ont tenté de donner un sens aux attaques, ainsi que des caractéristiques et des dynamiques spatio-temporelles :

Il y a certains jeunes du milieu qui se sont traduits en assaillants. Les FARDC s'étaient directement déployés, mais il n'y avait rien. Nous étions aussi au courant de la traversée du chef Kawa Mandro depuis l'Ouganda. Il était accompagné de ses troupes de l'ancienne milice PUSIC. Il voulait que les Hema prennent les armes pour se défendre. La CODECO avait beaucoup été citée comme fournissant des fétiches et de la magie aux assaillants. (Entretien #226)

Les attaques du 16 septembre 2018 avaient été conduites par Mambo Mukwake, un ancien du FNI. Après la mort du père Florent, plusieurs catholiques avaient commencé à fréquenter la CODECO. La présence des éleveurs avec les armes en connivence avec les éléments M23 nous inquiète ici à Berunda. (Entretien #224)

Comme le résumant les citations, il est pour le moment impossible d'établir une explication claire de la violence observée à Djugu en 2018 – relative aux événements de février/ mars ainsi qu'à l'insécurité qui a éclaté plus tard en 2018. Le conflit semble lentement gagner du terrain depuis août 2018, les récents assassinats de FARDC interrogent quant aux auteurs et aux motifs de la violence. Il est clair que les lacunes et les échecs de la résolution post-conflit depuis 2003 ainsi que les clivages historiquement développés jouent un rôle non négligeable, soit parce qu'ils motivent directement les protagonistes, soit parce qu'ils servent de vecteur à la mobilisation. Cependant, la pauvreté et - selon certains interlocuteurs - la consommation de drogues, y compris d'alcool importé bon marché, aggravent les problèmes sociaux dans les zones densément peuplées du territoire de Djugu et de ses environs.¹⁶ Alors qu'il semblerait que des personnes déplacées reviennent peu à peu, de nouvelles violences mettent cette tendance en péril et beaucoup ont peur de retourner dans leurs villages détruits :

Moi je suis de Za'a, mais nous préférons être ici à Ndrele après notre retour de l'Ouganda, au lieu de Djugu, car nous avons peur des Lendu qui font des choses atroces. (Entretien #133)

De plus, l'impact économique de la destruction pourrait, à long terme, peser lourd sur les populations dont la production agricole tend à osciller autour des niveaux de subsistance. Bien que de nombreuses logiques, d'auteurs présumés et de témoignages sur l'évolution de la violence restent contestés et non confirmés, **quatre observations** ressortent indiscutées et acceptées : la première est l'**importance continue de la terre** - source de tensions antérieures y compris durant la période coloniale, la loi Bakajika sous Mobutu et la guerre de l'Ituri. Les partisans d'une explication interethnique de la violence et ceux qui soutiennent l'idée de manipulation politique s'accordent à dire que la trajectoire de la dépossession, le chevauchement des cadres juridiques et des centaines de conflits fonciers à petite et à grande échelle constituent le fondement de l'escalade et des récits les plus puissants pour mobiliser la violence (voir PAX / RHA 2009).

¹⁶ Bien que figurant dans les entretiens, cela semble avoir toujours été le cas en Ituri, en particulier dans les secteurs miniers.

¹⁵ L'hypothèse « Banyabwisha » est intrigante étant donné que l'influence des Nande existe depuis longtemps, y compris pendant la guerre de l'Ituri (alliances entre le RCD-K/ML avec des groupes armés de l'Ituri) et qu'elle se poursuit (des membres Nande ont été élus au Parlement en Ituri).

La deuxième, même dans des **logiques ouvertement ethniques**, comme l'usage de stéréotypes et une défiance mutuelle, les questions foncières apparaissaient généralement chaque fois que les causes profondes étaient abordées. Beaucoup, mais pas tous, se retrouvent dans l'une des trois phases suivantes: a) la politique coloniale belge visant à redéfinir les frontières et à diviser pour mieux régner par le biais de mécanismes d'assignation forcée et de dépossession; b) une vague majeure d'appropriation des terres dans le sillage de la loi Bakajika et les possibilités qu'elle offrait aux familles et aux personnes bien placées pour acquérir des bandes de terres indépendamment des revendications antérieures ou concurrentes fondées sur la réglementation coutumière; et c) l'appropriation des terres pendant et après la guerre de l'Ituri, les déplacements et les fuites offrant des opportunités aux profiteurs. Il semble que la dynamique ethnique soit mobilisée par le biais de griefs historiques et de manipulations politiques actuelles. Aussi, même si les invectives ethniques occupent une place importante dans les témoignages, cela semble être une conséquence plutôt qu'une cause de violence. Même s'il semble évident que des groupes tant Lendu que Hema ont participé à la violence et que des tensions historiques non résolues l'ont alimentée, le présent rapport constate que les deux communautés se sont engagées à plusieurs reprises dans des exercices de dialogue et de reconstruction de la confiance condamnant la violence. Cela concorde également avec l'étonnement général suscité par le déclenchement spontané de la violence en février et sa fin abrupte en avril 2018 :

Il y a la crainte car un groupe a démarré le conflit et quand le conflit s'est arrêté, personne n'a cherché à le désarmer. Ces armes existent encore et à tout moment ça peut éclater à Djugu. (Entretien #022)

La troisième observation concerne la **faible gouvernance** au sens large, et plus spécifiquement la démobilisation et l'impunité. De nombreux interlocuteurs ont souligné que les anciens combattants avaient été mal réintégrés, sont fréquemment sous emprise de drogues et au chômage, et constituent par conséquent et à moindre frais des cibles faciles à mobiliser aussi bien que des boucs émissaires de caractère ethnique. Alors que la FRPI reste opérationnelle en Ituri, tous les autres groupes armés récents ou plus anciens (FNI, les différentes factions de l'UPC, les FAPC, PUSIC, FAPC et leurs factions séparatistes ou qui leur ont succédé) ont laissé un vivier de jeunes spécialisés "dans le maniement des armes" (voir Debos 2016). Pendant ce temps, les chefs de milice ont été intégrés à l'armée nationale et placés à des postes lucratifs, provoquant un ressentiment supplémentaire parmi les troupes de rebelles.

Quatrièmement, la situation politique et sécuritaire détériorée semble avoir été propice à une **reprise de la mobilisation armée ancrée** sur des bases ethniques. Si les tensions entre les Hema et les Lendu ont certes été aggravées par le passé, et plus récemment par l'impunité et la mauvaise gouvernance, cela n'explique pas vraiment le degré d'organisation présent derrière certains de ces massacres. De plus, les communautés Hema et Lendu elles-mêmes souffrent de divisions internes en plus de lignes de fracture interethniques potentielles. Bien que non concluants, plusieurs témoignages indiquent des tentatives de relance des dynamiques de mobilisation locale passées (éventuellement ex-FNI et FRPI résiduelle aux côtés de la CODECO) et les lient aux dynamiques nationales et régionales, en particulier aux positions gouvernementales de Kinshasa et de l'Ouganda en ce qui concerne le nord-est du Congo et plus généralement le conflit en cours dans la région de Béni.

Enfin, un certain nombre de questions restent sans réponse. Malgré de nombreux entretiens et des recherches sur les violences de 2018 en Ituri, il est difficile de savoir dans quelle mesure la politique nationale a ravivé des tensions latentes en Ituri et dans quelle mesure la violence a été utilisée afin de manipuler les communautés. En résumé, cette analyse avance que les attaques meurtrières qui affectent Djugu depuis le début de 2018 sont le résultat de multiples facteurs convergents, ce qui n'exclut ni un plan spécifique visant à attiser cette violence, ni ne le désigne comme étant la cause unique. Bien que cette violence ne devrait pas être vue comme une continuation des guerres de 1998-2007, elle s'appuie sur diverses lignes de fracture qui ont survécu à la reconstruction défailante d'après-guerre ainsi qu'à des tensions historiques plus profondes. Les principaux indicateurs permettant de comprendre la nature précise de la violence, l'identité des auteurs et les motivations (politiques) sous-jacentes sont vraisemblablement liés au rôle de la CODECO et de ses réseaux entre les anciens miliciens de l'Ituri, les dirigeants coutumiers et politiques issus des différentes ethnies, et les positionnements et les intérêts des forces de sécurité gouvernementales et de certaines élites du monde des affaires.

7. Recommandations

Compte tenu de la complexité et de la nature prolongée de la violence en Ituri, et en particulier à Djugu en 2018, il est difficile de formuler des recommandations faites sur mesure à la fois pour le projet Pamoja Inawezekana, ainsi que dans un sens plus large concernant la consolidation de la paix et la stabilisation en Ituri. Néanmoins, les observations/recommandations provisoires suivantes peuvent être formulées sur la base de cette étude :

- i. Si les structures locales de consolidation de la paix sont des acteurs clés dans la promotion de la réconciliation, leur impact face à la violence en cours et aux conflits est limité. De plus, les élites participant au conflit sont susceptibles d'exploiter ces structures à des fins politiques.¹⁷ Les Initiatives locales pour la paix (ILP) et les Noyaux pacifistes des mamans (NPM – groupes de femmes mobilisés pour la paix) de l'Ituri devraient donc continuer à se concentrer sur un travail général et de long terme et se donner pour mission principale de cultiver une culture de la non-violence au sein de la population au sens large. Il est recommandé que le Consortium pour la stabilisation intégrée et la paix dans l'est de la RDC (CISPE) continue de mettre l'accent sur une collaboration étroite avec ces structures et sur leur autonomisation, ainsi que sur son travail parallèle avec la police, les comités de sécurité locaux et la justice..
- ii. Comme à Béni, les récentes violences en Ituri sont caractérisées par un degré significatif de confidentialité et par un manque de clarté quant aux auteurs. Il est donc important que les acteurs de la consolidation de la paix accordent une importance particulière à l'établissement des faits, à la neutralité et à l'impartialité, étant donné que les rumeurs et l'incertitude renforcent les suspicions, en particulier dans les zones de conflit où une majorité de la population n'a qu'un accès limité à des informations vérifiées et à une éducation générale.
- iii. Dans une situation où les auteurs d'actes de violence n'ont aucun intérêt stratégique à se faire connaître, il s'agit d'un fait qui mérite à lui seul une analyse et une enquête approfondies. Par conséquent, si les acteurs de la consolidation de la paix souhaitent s'engager dans de tels problèmes, l'une des tâches essentielles consiste à instaurer une relation de confiance sur le long terme avec les populations locales afin de faciliter in fine des discussions ouvertes.
- iv. Du point de vue de la consolidation de la paix et de l'élaboration des politiques au niveau international, ainsi que des événements nationaux à venir (ex. les élections) et d'autres questions hautement prioritaires (ex. Ebola); il est recommandé que le CISPE, PAX et ses partenaires maintiennent un plaidoyer de haut niveau ainsi que des efforts de consolidation de la paix à la base afin de maintenir la situation en Ituri à l'ordre du jour des diplomates et des acteurs internationaux.
- v. En outre, les parties prenantes internationales devraient poursuivre un ordre du jour mettant en évidence les trajectoires historiques de l'Ituri. Comme dans de nombreux autres contextes, l'élaboration des politiques internationales favorise souvent la lecture des zones de conflit nécessitant une "stabilisation" et le "rétablissement de l'autorité" sur la base d'un ordre pré-conflictuel imaginé ne tenant pas compte des contingences conflictuelles de l'histoire récente.
- vi. Avec son rythme inhabituel de pics et de ralentissement nets de la violence, ainsi que le caractère et l'orientation variables du conflit depuis août 2018, il est important de rester attentif aux formes de la violence. L'exemple de Béni montre à quel point il est difficile d'appréhender l'enchevêtrement des dynamiques de violence si les défenseurs de la paix, les associations locales, les chercheurs et les intervenants internationaux ne mettent pas l'accent sur une compréhension approfondie du conflit. Cela nécessite des recherches continues en collaboration avec les parties prenantes locales, y compris les partenaires du CISPE et les universités congolaises.
- vii. Pour de nombreux acteurs nationaux et internationaux, la situation politique mondiale au Congo ne permet pas de se focaliser clairement sur la crise de Djugu. Les sentiments d'abandon peuvent rapidement entraîner une détérioration de l'accès. Par conséquent, il est important de maintenir une interaction intensive et dédiée avec les partenaires locaux et les populations, notamment en vue d'un possible désengagement.

¹⁷ Par exemple, voir le rôle de Longbe dans un précédent projet d'ONU-Habitat traitant de questions foncières



8. Bibliographie

Ansoms, An & Hilhorst, Thea (2014, eds.): *Losing your Land. Dispossession in the Great Lakes* (London: James Currey).

Bakonzi, Agayo (1982): *The gold mines of Kilo-Moto in northeastern Zaire, 1905-1960*. PhD thesis, (The University of Wisconsin, Madison).

Debos, Marielle (2016): *Living by the Gun in Chad: Combatants, impunity and state formation* (London: Zed Books).

Fahey, Daniel (2013): *Ituri. Gold, land, and ethnicity in north-eastern Congo*. (Nairobi: Rift Valley Institute).

PAX & Réseau Haki na Amani (2009): *Conflits fonciers en Ituri Poids du passé et défis pour l'avenir de la paix*. (Utrecht/Bunia).

Pottier, Johan (2004): *Roadblock Ethnography: Negotiating Humanitarian Access in Ituri, Eastern DR Congo, 1999-2004*. *Africa* 76(2), 151–179.

Pottier, Johan (2009): *Representations of Ethnicity in the Search for Peace: Ituri, Democratic Republic of Congo*. *African Affairs* 109(434), 23–50.

Schouten, Peer (2016): *Extractive Orders: a political geography of public authority in Ituri, DR Congo*. JSRP Paper 30 (London: London School of Economics).

Tamm, Henning (2013a): *UPC in Ituri. The external militarization of local politics in north-eastern Congo*. (Nairobi: Rift Valley Institute).

Tamm, Henning (2013b): *FNI and FRPI. Local resistance and regional alliances in north-eastern Congo*. (Nairobi: Rift Valley Institute).

United Nations (2013): *Final Report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo. S/2013/433* (New York: United Nations).

Vlassenroot, Koen & Raeymaekers, Timothy (2004): *The politics of rebellion and intervention in Ituri: the emergence of a new political complex?* *African Affairs* 103(412), 385–412.

Vogel, Christoph & Stearns, Jason (2018): *Kivu's Intractable Security Conundrum, revisited*. *African Affairs*, 117(469), 695–707.

Une école a redémarré après la crise dans une église: une classe à chaque coin



9. Annexes

Annexe 1 : Liste des attaques et des tueries

Chefferie/secteur	Groupement	Village	Date	Morts, blessés, maisons brûlées		
WALENDU DJATSI	PIMBO	UZI	16/12/2017	2 chargeurs FARDC volés par deux jeunes et récupérés après leurs tortures.		
BAHEMA NORD	UTCHA	MAZE	17/12/2017	2 femmes grièvement blessées		
			19/2/2017	217 maisons brûlées		
			29/2/2018	41 morts		
			4/2/2018	61 maisons brûlées		
				OLO	9/2/2018	34 morts (fosse commune)
				UTCHA	19/2/2018	24 maisons brûlées
				UTCHA	6/3/2018	Plusieurs maisons incendiées
				SARUTI	19/2/2018	13 morts, 94 maisons brûlées
				SARUTI	6/3/2018	6 morts, 34 maisons brûlées
				BELIBA	3/3/2018	4 morts, 3 blessés, 14 maisons brûlées
BAHEMA NORD	BUKU	BLUKWA CENTRE	17/12/2017	4 morts, 9 maisons brûlées		
			17/1/2018	3 morts, 5 blessés, 23 maisons brûlées		
			4/2/2018	3 civils blessés, 1 militaire FARDC mort, 47 maisons brûlées		
				NDJACHULU	11/1/2018	143 maisons brûlées, 3 civiles décapités
				NDJACHULU	20/3/2018	300 chèvres volées
				NDJACHULU	27/11/2018	Pillages de biens, 7 civils décapités, 1 Capitaine Commandant GMI Mr TCHIBANGU tué, 19 morts
				RETA	9/2/2018	2 personnes décapitées
				TCHUSA	12/1/2018	11 personnes décapitées
				TCHUSA	19/3/2018	2 morts, 61 chèvres emportées
				NDOGBE	26/1/2018	9 morts, 139 maisons brûlées
				NGBAGO	26/1/2018	21 morts, 112 maisons brûlées
				JISSA	26/1/2018	10 civils tués, 15 blessés, 106 maisons brûlées, pillage de bétail et autres biens
				TSUKI	1/12/2018	8 morts, plusieurs maisons brûlées
				TCHUNGA	31/1/2018	6 morts, Plusieurs maisons brûlées
		BAHEMA NORD	DHENDRO	DHENDRO	17/2/2018	9 morts, plusieurs maisons brûlées
6/12/2018	1 mort, 16 chèvres emportées					
16/1/2018	1 militaire FARDC tué, 1 civil blessé, pillage des bétails					
9/2/2018	7 maisons brûlées					
23/4/2018	1 blésé, 13 maisons brûlées					
23/4/2018	1 Civiles décapités, 1 civil blésé					
23/4/2018	7 morts, 52 maisons brûlées					
23/3/2018	5 morts, plusieurs maisons brûlées					
		TCHENDJI	23/3/2018	4 morts, plusieurs maisons brûlées		
		YALI	23/4/2018	4 morts, plusieurs maisons brûlées		
		KPAWI	23/4/2018	5 morts, plusieurs maisons brûlées		
		DHEGRI	23/4/2018	4 morts, plusieurs maisons brûlées		
		WADRI	23/3/2018	4 morts, plusieurs maisons brûlées		
		TCHENDJI	23/3/2018	6 morts, plusieurs maisons brûlées		

Chefferie/secteur	Groupement	Village	Date	Morts, blessés, maisons brûlées
		SANDJOWA	19/9/2018	2 FARDC tués, 2 FARDC blessés, 7 AK47 emportées, 5 assaillants tués, 3 assaillants capturés
BAHEMA NORD	SOMBUSO	LIRI	11/2/2018	7 morts, plusieurs maisons brûlées
		UCHUKPA	11/2/2018	7 morts, 136 maisons brûlées
		DUVIRE	11/2/2018	19 morts, plusieurs maisons brûlées
		CHENA	10/2/2018	7 morts, 78 maisons brûlées
		SAOKPA	10/2/2018	4 morts, plusieurs maisons brûlées
		MUSEKERE	29/5/2018	3 blessés graves, 13 maisons brûlées
		TSIDA	23/3/2018	4 morts, 53 maisons brûlées, 21 blessés
		RETS'	23/3/2018	3 morts, 92 maisons brûlées, 7 blessés graves
		DYEVI	26/6/2018	3 morts
		SUMBO	28/4/2018	2 civils enlevés et morts après, 1 blessé
		KAA	13/2/2018	5 morts, 1 vache et plusieurs poules emportées, plusieurs maisons brûlées
		DUVILE	11/2/2018	Plusieurs maisons brûlées
		UTUKPA	11/2/2018	Plusieurs maisons brûlées
		WILI	11/2/2018	5 mort et plusieurs maisons brûlées
		NGADI	11/2/2018	3 morts et plusieurs maisons brûlées
		DJUTCHA	11/2/2018	2 mort et plusieurs maisons brûlées
		RULE	11/2/2018	4 morts et plusieurs maisons brûlées
		BAPU	11/2/2018	2 morts et plusieurs maisons brûlées
		LINI	11/2/2018	6 morts et plusieurs maisons brûlées
		SUMBU	11/2/2018	5 morts et plusieurs maisons brûlées
		KATO	11/2/2018	3mort et plusieurs maisons brûlées
		MUGAGA	3/11/2018	9 militaires FARDC tués (Adj EMIKA, BISIMWA, MUKUBMWA, MUMBERE, Sgt LUBANGA BARUTI, BENDERA) DJEMBI, BOSO, AMISI ; 13 FARDC blessés, 2civils morts, 9AK7 et 3PKM emportées
		NZONZO	28/11/2018	6 militaires marins tués, 6AK 47 emportés, 6 pêcheurs morts
BAHEMA NORD	LOSSANDREMA	MBOGI	24/3/2018	1 militaire FARDC tué, 4 FARDC blessés, 16 maisons brûlées
		KAFE	24/3/2018	13 maisons brûlées
		MASINI II	17/1/2018	9 maisons brûlées
		MUVARAMU	6/2/2018	Plusieurs maisons brûlées, antennes réseau VODACOM saccagées, 24 panneaux solaires emportés
			16/9/2018	9 militaires (8 marins et 1 Lieutenant T2 Secteur OPS tués), 9AK47, 2mortiers 60, 11bombes, 2 lances roquettes, 2PKM, 2 boîtes de 350 cartouches, 2RPJJ7, et 2 caises de munitions AK47 emportées, 6 civils morts, 8blessés, 4 huttes FARDC brûlées
			17/11/2018	Quelques pêcheurs congolais morts
BAHEMA NORD	NDREMA	JOO	22/3/2018	8 morts
		KAWA	27/3/2018	4 morts, 3 blessés, 14 maisons brûlées
		CHEE	27/3/2018	3 morts, 17 maisons brûlées

Chefferie/secteur	Groupement	Village	Date	Morts, blessés, maisons brûlées
		LOGO	24/4/2018	3 morts, 9 blessés, 13 maisons brûlées
BAHEMA NORD	LUVANGIRA	BANI	4/3/2018	13 maisons brûlées
		TSUNDE	4/3/2018	4 morts, 9 blessés graves, 34 maisons brûlées
		VARA	4/3/2018	1 mort, 2 blessés, 19 maisons brûlées
		BIDJU	4/3/2018	1 mort, 39 maisons brûlées
BAHEMA NORD	RISASI	GINA	17/2/2018	7 morts, 204 maisons brûlées
		TCHATSIKPA	3/3/2018	3 morts, 7 blessés, 63 maisons brûlées
BAHEMA NORD	DIROKPA	BUY	6/3/2018	Plusieurs maisons brûlées
		KARAMBA	6/3/2018	Plusieurs maisons brûlées
		KPASHA	6/3/2018	Plusieurs maisons brûlées
		GAY	6/3/2018	Plusieurs maisons brûlées
		NYAPALA	4/3/2018	3 morts, 91 maisons brûlées
BAHEMA NORD	MALABO	KONGO	4/3/2018	4 morts, 7blessés graves, plusieurs maisons brûlées
BAHEMA NORD	KPATCHU	KASIDI	20/3/2018	1 mort
		BUTCHU	5/2/2018	Plusieurs maisons brûlées
		MBUTCHU	4/2/2018	N/A
WALENDU PITSI	DHENDRO	GOLO	7/1/2018 29/10/2018	1 civil grièvement blessé 49 maisons brûlées
		AGU	16/1/2018	1 civil décapitée
		KANGO	17/11/2018	N/A
		UKUMU	6/2/2018	2 morts, 15 maisons brûlées
		GOBU	7/2/2018	1 militaire FARDC (marin) tué, 7 civils morts
WALENDU PITSI	LAUDJO	SONGA	6/2/2018	Pillage de biens et plusieurs maisons brûlées
		LAUDJO	9/11/2018 18/11/2018	2 morts parmi les assaillants, 3 civils blessés 2 FARDC tués, 4 FARDC blessés
WALENDU PITSI	LADEDJO	DJU	17/12/2017	88 maisons brûlées
		WASSA	26/8/2018	2 militaires FARDC décapités (Sgt MUKASHA et SGT KAMANDA), 2 AK47 emportées
		BLUKWA-MBI	17/1/2018	4 maisons brûlées
		LADEDJO	9/11/2018	8 militaires FARDC tués, 23 FARDC blessés et référés à Bunia par hélicoptère MONUSCO, 2 assaillants morts et plusieurs blessés
		DIADA	20/3/2018	Chef de village décapité, Mr MPITSO
WALENDU PITSI	DZ'NA	KAADEMA	11/2/2018	9 morts, 117 maisons brûlées
WALENDU PITSI	MALALI	MALALI	28/9/2018	3 civils morts, 1 militaire FARDC mort
WALENDU PITSI	LINGA	ALINGA	28/9/2018	23 morts, 29 blessés, 117 maisons brûlées
		LINGA	30/9/2018	N/A
WALENDU PITSI	GOBI	DJITSI	18/9/2018	4 huttes FARD brûlées
MAMBISA	LODA	CENTRE DE NEGOCE NOUVEAU	10/6/2018	12 maisons brûlées, 9 blessés

Chefferie/secteur	Groupement	Village	Date	Morts, blessés, maisons brûlées
MAMBISA	KEKPA	BAIMANI	12/1/2018	10 maisons brûlées, 5 civils blessés, 1 civil décapité
		KEKPA	6/9/2018	9 morts, 16 Blessés graves, 167 maisons brûlées
BAHEMA BADIJERE	DHEDJA	LIDA	14/2/2018 15/12/2018	3 morts, 113 maisons brûlées, 4 blessés 13 maisons brûlées, 1 mort
		LIDHA	15/12/2018	1 blessée, 16 maisons brûlées
BAHEMA BADIJERE	DJAIBA	MBAA	11/2/2018	3 morts
BAHEMA BADIJERE	NG'LE	LENGE	9/2/2018	2 morts, 17 maisons brûlées
		LUTSIKO	11/1/2018	3 personnes blessées, 10 maisons brûlées, 3 vaches emportées
		RHO/BULE	24/9/2018	5 Civils morts, 5 blessés, 3 militaires FARDC morts, 3 AK47 garnis emportées, Le milicien MUKPAKE MAMBO grièvement blessé est mort le 29/9/2018
BAHEMA BANYWAGI	TAMBAKI	MBECHI	15/3/2018	2 morts, 9 maisons brûlées, 33 vaches et 457 chèvres emportées
BAHEMA BANYWAGI	NGBAVI	NYAMAMBA	15/3/2018 24/3/2018	5 morts, 2 blessés, 67 maisons brûlées 45 maisons brûlées
WALENDU TATSI	PENYI	NYARE	7/9/2018	Le chef de village Mr BANGA NYARE tué
WALENDU TATSI	SALIBOKO	NDALÉ	23/4/2018	3 morts
		LIDYO	23/4/2018	6 morts
WALENDU TATSI	GOBI	TARA	6/2/2018 16/9/2018	Plusieurs maisons brûlées
BAHEMA BAGURU	BUDI	BUDI	7/2/2018	Plusieurs maisons brûlées
BAHEMA BAGURU	KOLI	KOLI	7/2/2018	Plusieurs maisons brûlées
BAHEMA BAGURU	TOLO	TOLO	7/2/2018	1 Capitaine FARDC tué, 7 civils tués, plusieurs maisons brûlées
BAHEMA BAGURU	JAKO NDAORA	LIKO	22/3/2018	1 mort, 1 blessé, plusieurs maisons brûlées
		KANYO	22/3/2018	N/A
BAHEMA BAGURU	JAKO NDAHURA	NUNUA	7/2/2018	Pillage de biens, 3 maisons brûlées
BAHEMA BAGURU	LOPA	PADOLE	9/2/2018	3 maisons brûlées
NDO-OKEBO	TCHÉLE	TCHÉLE	16/3/2018	Marché brûlé et pillage des marchandises
		GOIPA	16/3/2018	Pillage de biens, chef de village décapité
NDO-OKEBO	AKWA	NZEKU	12/2/2018	N/A
		ALWI	12/2/2018	Plusieurs maisons brûlées, pillage de biens
BANYALI KILO	KAMA	BESSE	7/2/2018	7 morts

Annexe 2 : Liste des camps de personnes déplacées après la violence à Djugu

Lieu	Nombre	Groupement Commune	Ville, Secteur Chefferie	Territoire	Date
ISP	1686 ménages soit 5989 personnes	SHARI	BUNIA	IRUMU	20/12/2018
HGR	N/A	SHARI	BUNIA	IRUMU	N/A
BEMBEI	139 ménages soit 475 personnes	SHARI	BUNIA	IRUMU	20/12/2018
KASENYI	677 ménages soit 2277 personnes	BEIZIHA	BAHEMA SUD	IRUMU	N/A
KPAGBA	300 ménages 1010 personnes	BELIBA	BAHEMA BAGURU	DJUGU	N/A
EP TUUNGANE	936 ménages soit 4680 personnes	BELIBA	BAHEMA BAGURU	DJUGU	30/05/2018
CECA 20		BELIBA	BAHEMA BAGURU	DJUGU	
INSTITUT IGA BARRIERE		BELIBA	BAHEMA BAGURU	DJUGU	
LINDJI	2873 ménages soit 14869 personnes	LOPA	BAHEMA BAGURU	DJUGU	30/05/2018
VENYO	503 ménages soit 2012 personnes	LOPA	BAHEMA BAGURU	DJUGU	20/12/2018
GODO I	1003 ménages soit 5013 personnes	LOPA	BAHEMA BAGURU	DJUGU	30/05/2018
GODO II		LOPA	BAHEMA BAGURU	DJUGU	
TSE	N/A	LOPA	BAHEMA BAGURU	DJUGU	N/A
KID'A	N/A	LOPA	BAHEMA BAGURU	DJUGU	N/A
MULABO	N/A	LOPA	BAHEMA BAGURU	DJUGU	N/A
REG. DRODRO	776 ménages soit 3125 personnes	BUKU	BAHEMA NORD	DJUGU	20/12/2018
REG. BULE	61 ménages soit 189 personnes	NG'LE	BAHEMA BADIJERE	DJUGU	20/12/2018
TCHE	N/A	NDREME	BAHEMA NORD	DJUGU	N/A
RAMOGI	978 ménages soit 4890 personnes	LABORAMOGI	MOKAMBO	MAHAGI	20/11/2018

Annexe 3 : Témoignages choisis

Dans cette annexe, trois témoignages détaillés offrent des observations supplémentaires relatives à l'analyse locale du conflit de Djugu en 2018. Bien qu'ils présentent des points de vue isolés, ils illustrent l'ensemble des dynamiques relatives à ce conflit.

Premier témoignage

Le début était au mois de décembre 2017 à la position FARDC de Uzi. Uzi est un marché qui se situe entre trois collectivités: Walendu Djatsi, Walendu Tatsi et Bahema Nord. C'est donc un marché fréquenté par les populations de ces trois collectivités. Un jeune garçon du groupement Ladedjo en secteur de Walendu Pitsi fut arrêté par un militaire à Uzi. Le militaire avait perdu son chargeur. Ce jeune avait fui avec ce chargeur. Il avait été battu par des taximen de Maze du groupement Aucha Ndaura. Le conflit vient d'engager quatre chefferies. Ce garçon Lendu est allé raconter à sa famille que les Lendu l'ont battu.

Le 17 décembre, trois femmes Hema de Maze qui partaient récolter les haricots à Ladedjo, où elles louent les champs Lendu, vont croiser des frères Lendu et se font décapitées par vengeance à cause du jeune Lendu battu par les taximen Hema. Maze alerté, ces femmes ont été amenées à l'hôpital de Drodoro pour les soins. Les Hema ont directement incendié plusieurs maisons Lendu. En représailles, les Lendu ont ensuite incendié plusieurs maisons Hema à Blukwa, Maze et Ladedjo. Ce même jour, un problème de sorcellerie intra-Hema avait occasionné l'incendie d'une maison à Bule dans la chefferie Bahema Bajere.

Le 18 décembre 2017, un autre fait s'est passé dans le groupement Sesele. Un orpailleur avait été tué par un Lendu de Djatsi avec un fusil. Les jeunes Hema avaient pris directement la route afin d'assassiner le chef de Sesele. Cela a alerté la population qui pensait que c'est la même situation d'incendie de maisons qui s'est passée à Blukwa. Les FARDC avaient reçu l'ordre de leur hiérarchie de ne pas attaquer les assaillants. C'est lorsqu'on avait commencé à attaquer les FARDC qu'ils ont commencé à agir. Les assaillants arrêtés, on a attendu beaucoup de mois pour l'ouverture de leur procès. Certains politiciens en profitent pour faire leur propagande. Il y a de la manipulation des « tireurs de ficelles » qui se trouvent à Kinshasa et Kampala. Au début on pensait que c'était la guerre intercommunautaire. On est arrivé à attaquer les positions FARDC et on récupère les armes.

Les récentes attaques des positions Muvaramu, Songamoya, Tara et Jiro sont attribuées à Mukwake Mambo, un démobilisé ex-FNI. Nous apprenons qu'il se prépare à revendiquer les attaques et souhaite se rendre pour obtenir des grades comme Ndugjolo ou Peter Karim et que le Gouvernement puisse l'amnistier. Je me réserve de vous citer les noms des tireurs de ficelles à Kampala et Kinshasa car il y a ceux qui avaient trahi leurs frères à la CPI. Moi je ne peux pas livrer mes frères. Enfin, la CODECO, dont le feu Kakado était l'initiateur, est une coopérative de développement avec un arrêté ministériel l'autorisant. Outre leurs activités de développement, ils s'occupent du domaine religieux. Chaque jeudi est une journée fériée consacrée à prier Dieu. CODECO s'occupe des fétiches des assaillants, raison pour laquelle le Gouverneur l'avait suspendu. (Entretien #229)

Deuxième témoignage

Je pense que vous avez appris que c'est moi Longbe qui serait entrain d'encadrer la milice qui est en train de tuer et incendier en Territoire de Djugu. Certains de mes collègues des chefferies de Bahema Nord, Bahema Badjere, Mambisa m'avaient accusé auprès du Gouverneur. C'était en date du 17 décembre 2017 à la position FARDC du marché de Uzi que la guerre de février 2018 a été déclenchée. J'étais la seule personne qui avait tout fait pour que Peter Karim des FNI quitte la brousse. On dit que c'est Mukwake Mambo, un ancien du FNI qui est en train de faire les attaques. Il fut garde du corps de l'officier FNI Koliba, qui avait été arrêté durant la guerre de 1999–2003. C'est juste après cette mort que la rumeur de la CODECO avait aussi circulé. Je ne connais pas la CODECO. A Berunda, il y a des fermes appartenant à des officiers FARDC mais gardées par des élèves qui detiennent illégalement des armes. Parmi ces officiers, je connais le Général FARDC Bonane. (Entretien #227)

Troisième témoignage

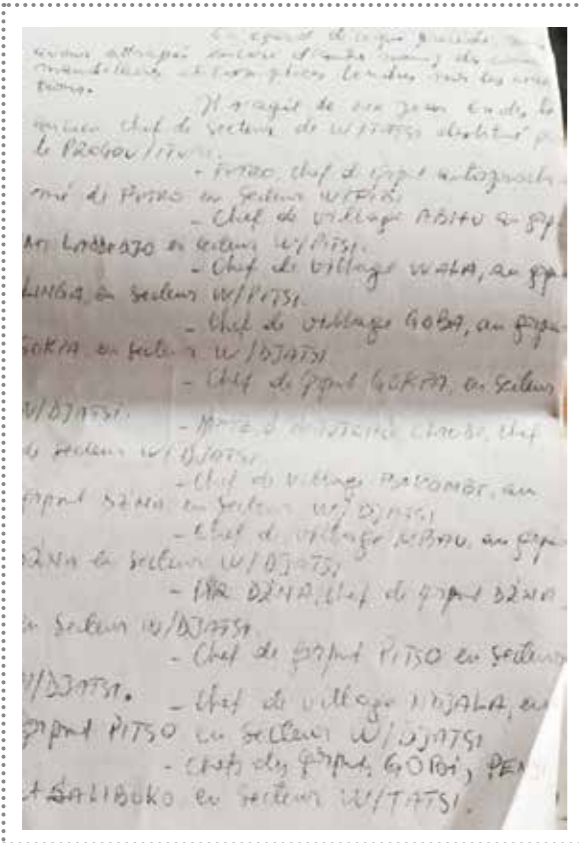
Au sujet de la guerre de 2018, il y a ceux qui disent que les Lendu étaient mécontents de la mort du prêtre Florent en juin 2017. Ils pensent que ce sont les prêtres Hema qui sont auteurs de sa mort. Les prêtres arrêtés par le parquet de Bunia avaient été relâchés 2 semaines après. Les Lendu ne sont pas satisfaits. Je me rappelle qu'au mois d'août 2017, nous avions perdu le coordonnateur des secouristes de Gety. Une personne avait pris la parole et déclaré : « Vous les représentants de l'église catholique, du CCA20, vous parlez mal de notre église CODECO. Nous vous faisons une mise en garde. Sinon nous allons préparer une guerre ».

Le début de cette guerre était en décembre 2017 au marché de Uzi. Un jeune de la communauté Lendu avait ravi l'arme d'un militaire. Les jeunes de la communauté Hema avaient poursuivi ce jeune afin de récupérer cette arme. Ils avaient tabassé le Lendu. Ce dernier va raconter à son village que les Hema l'ont battu. Lorsque trois femmes Hema partaient au champ, le jeune tabassé avec d'autres jeunes Lendu tentent de tuer ces trois femmes. Deux blessées et une morte. Lorsque les Hema de Maze apprirent cette nouvelle, ils ont incendié les maisons Lendu du village Tete. En représailles, les Lendu sont descendus brûler les maisons des Hema à Maze, Blukwa, Audjulu, Adedja, Dendro, Sumbusu, Techle, Kparanganza et Liyo. Nous avons constaté que les corps des assaillants avaient des amulettes de type « grigri ». Il y avait aussi des personnes

qui ressemblent aux Lendu, et d'autres très élançés qui ne ressemblent ni aux Hema ni aux Lendu. Les assaillants se promenaient avec des sacs vides pour y mettre les corps des assaillants qui sont morts dans ces violences. Nous avons constaté aussi que les militaires FARDC pouvaient ouvrir le couloir aux assaillants. Lorsque les assaillants finissaient de brûler les cases et tuer les gens, les FARDC venaient tirer en l'air. D'après nos informations, il y avait parmi les assaillants des comptables chargés de compter les maisons brûlées. Une maison brûlée équivalait à 10.000 CDF. Lorsque la convention de recevoir 10.000 CDF n'était plus respectée, les assaillants avaient commencé à tuer les militaires. Les assaillants avaient aussi des cartes d'électeurs peut-être pour compter les victimes. La réputation des FARDC n'est pas bonne parce que la plupart ont appartenu aux groupes armés et sont rwandophones. Les tracasseries des militaires sont aussi à la base de cette mauvaise réputation.

Au mois de février 2018, les responsables ANR et DEMIAP de Bule et Djugu étaient venus nous contacter et nous demander de quitter Bule car la guerre sera terrible. Nous avons pensé qu'ils ne voulaient pas que la croix rouge soit un témoin gênant de ce qui va se passer. Durant la guerre, il y avait des zones qui devaient être laissées à la population pour fuir et d'autres qu'on ne devait pas fréquenter (Bule-Fataki, Fataki-Bunia, Bule-Djugu, Bunia-Mahagi). Nous avons aussi appris que Kawa Mandro faisait parti des leaders derrière cette guerre. Nous avons entendu qu'il avait même traversé le lac au niveau de Mandro vers le mois de février. Nous n'avons pas de preuves de son implication dans ces violences. (Entretien #231)

Annexe 4 : Extraits d'un rapport de renseignement faisant apparaître des suspects potentiels



Nous avons aussi quelques noms des auteurs depuis le 17 décembre 2017, BIEURS LORIMA-OLIVIER de LADBEJJO, KIPE, LOBITO, KIZA-TUMI, du village GOKPA de W/DJATSI, DIA-KARTO, SAKO de LADBEJJO, DYAKA du village GOLO de GIPUNT BHEUDO de W/PITSI, MR INNOCENT Président FEC à KPMEN NGAZA au GIPUNT LOGA, en secteur W/TATSI est cité comme étant Commanditaire à sa qualité de Président FEC KPMENGAZA

Annexe 5 : Documentation de la Croix-Rouge recueillie sur le terrain



RDRE de MISSION NO 402/1776/ TERR. DJUGU		
1. Comité de quartier DIBINDO Villages	DIBINDO KAKU DUBEAU KAKU DIBALL	2 2 1 1 3
2. Comité de quartier LOKA Villages	LOKA LOKA KAKU	2 2 4
3. Comité de quartier DIBINDO Villages	LOKA NDALUK	6 3
4. Comité de quartier NDREKA Villages	LOGA CHEL KAWA	3 3 4
5. Comité de quartier DIBINDO Villages	DIBINDO KAKU KAKU	2 2 4
6. Forum de médiation SAKA Villages	SAKA KAKU	3 1

L'Agence de la Croix-Rouge		
1. Comité de quartier DIBINDO Villages	DIBINDO KAKU DUBEAU KAKU	2 2 1 1 3
2. Comité de quartier LOKA Villages	LOKA LOKA KAKU	2 2 4
3. Comité de quartier DIBINDO Villages	LOKA NDALUK	6 3
4. Comité de quartier NDREKA Villages	LOGA CHEL KAWA	3 3 4
5. Comité de quartier DIBINDO Villages	DIBINDO KAKU KAKU	2 2 4
6. Forum de médiation SAKA Villages	SAKA KAKU	3 1

Official document detailing the mission objectives and procedures. It includes a table with columns for 'Date', 'Description de l'activité', and 'Moyens matériels'.

NO	Date	Description de l'activité	Moyens matériels
01	17-18 mars	Activité de sensibilisation et d'éducation de la population à Bunka	1 camion de transport, 20 bénévoles, 1000 tracts, 1000 sacs de riz, 1000 sacs de farine.
02	19-20 mars	Sensibilisation et éducation de la population à Bunka	1 camion de transport, 20 bénévoles, 1000 tracts, 1000 sacs de riz, 1000 sacs de farine.
03	21-22 mars	Sensibilisation et éducation de la population à Bunka	1 camion de transport, 20 bénévoles, 1000 tracts, 1000 sacs de riz, 1000 sacs de farine.
04	23-24 mars	Sensibilisation et éducation de la population à Bunka	1 camion de transport, 20 bénévoles, 1000 tracts, 1000 sacs de riz, 1000 sacs de farine.
05	25-26 mars	Sensibilisation et éducation de la population à Bunka	1 camion de transport, 20 bénévoles, 1000 tracts, 1000 sacs de riz, 1000 sacs de farine.

2. PARCOURS		
NO	Jours et dates	Activités réalisées
01	Samedi 03 mars	- Achat des intrants et équipements de protection à Bunia. - Transfert des kits et intrants de Bunia à BULE par le Président OHEKANA Ernest et son CC Nicolas EUSHA.
02	Lundi 05 mars	Sensibilisation et briefing de 28 volontaires à BULE, organisés et structurés en 4 équipes de 7 volontaires chacune, sur la nature de la mission et les objectifs à atteindre. Les kits de protection et les intrants de désinfection leur sont fournis par équipe.
03	Mardi 06 mars	- De 8 hrs à 17 hrs, 20 volontaires ont travaillé pour inhumer : - 4 corps au village BENGU, - 5 corps au village LIRI, - 7 corps au village DEMA-KAA, - 4 corps au village RACHO soit 22 corps au total.
04	Mercredi 07 mars	- De 7 hrs à 17 hrs, les volontaires ont travaillé pour inhumer : - 16 corps au village GOKPA ; - 7 corps au village DUVIRE et - 4 corps au village MBAA soit 27 corps au total.
05	Jeudi 08 mars	- De 7 hrs à 17 hrs, les volontaires ont procédé à l'inhumation de : - 5 corps au village SOMBO ; - 5 corps au village NYALI ; - 9 corps au village UCHUKPA et - 5 corps au village SAOKPA soit un total de 29 corps.

- L'inhumation

6. ACTIVITES REALISEES ET RESULTATS ATTEINTS

a. Une coordination au niveau provincial était constituée et composée du PROSEC et du CD GC et au niveau territorial par l'AT de territoire de DJUGU assisté par le président territorial de la CRRDC et son Chef de bureau Gestion des catastrophes.

b. 91 dépouilles ont été découvertes durant l'activité dont 37 nouveaux cas.

c. 78 corps sur 91 dépouilles ont été récupérés puis inhumés au lieu de 54 corps initialement prévus soit 144 % de réalisation. Parmi les 78 corps enterrés, 19 corps légèrement décomposés soit 24,36 % ont été récupérés par leurs proches après leur identification et les 59 autres soit 75,64 % mis en terre par les 28 volontaires assistés en moyenne par une quarantaine de jeunes locaux par village et ayant servi surtout comme des fossoyeurs volontaires.

7. DIFFICULTES MAJEURES RENCONTREES

- 13 cadavres n'ont pu être inhumés non seulement suite au manque de couvertures ou de sacs mortuaires mais surtout à leur découverte dans une zone non couverte par l'autorisation de déplacement accordée par l'A.T. de DJUGU (cfr autorisation ci-haut citée).

- Tous les corps mis en terre par les volontaires ont été placés dans des tombes individuelles juste à côté des endroits où ils étaient découverts ; du fait de leur état de décomposition avancée ; ce qui rendu leurs creusements très pénibles.

